

Provence-Alpes-Côte d'Azur

BIBLIOTHÈQUE D'ANALYSES CONJONCTURELLES FILIÈRE CONSTRUCTION



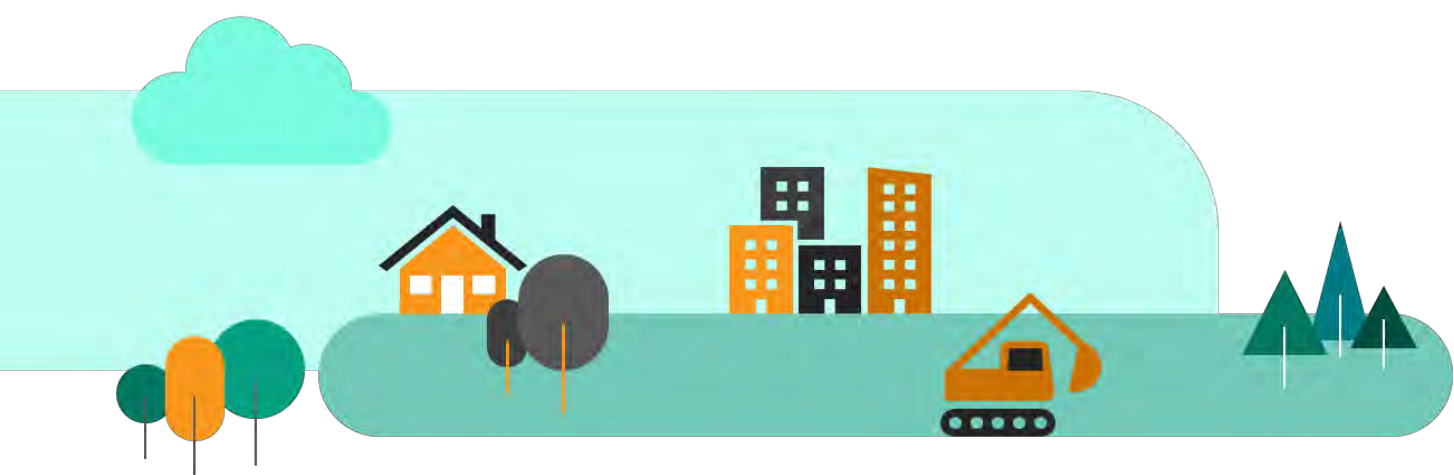
Édition du 11-08-2025

VISION D'ENSEMBLE

Provence-Alpes-Côte d'Azur

		Evol N-1	
Autorisations logements	26 100 logts	+1,2%	▲
Mises en chantier logements	21 300 logts	+3,8%	▲
Mise en ventes de logements	5 190 logts	-10,3%	▼
Réservations de logements	5 520 logts	-14,0%	▼
Autorisations locaux	2 435 mill. m²	+13,9%	▲
Mises en chantier locaux	1 176 mill. m²	+0,0%	►
Activité du trimestre Entretien-Rénovation		-1,4%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-0,6%	►
Activité cumulée Travaux Publics		-0,6%	►
BPE	2 924 930 m3	-7,1%	▼
Granulats	17 130 kt	-7,4%	▼
Nombre Appels Offre publiés	4 650 AO	-1,6%	▼
Montant Appels Offre publiés	7,5 Md€	-0,4%	►
Salariés	118 165 sal.	-2,4%	▼
Intérimaires	13 015 ETP	-2,5%	▼
Dem. d'emplois	18 456 DEFM	+4,7%	▲
Défaillances	1 560 ent.	+19,1%	▲

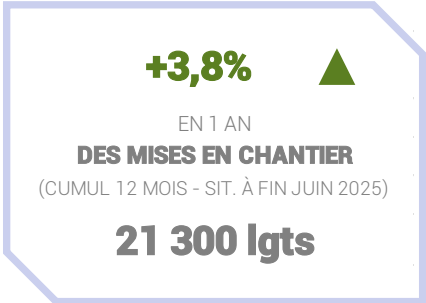
- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin juin 2025
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin juin 2025
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin mars 2025
- Activité entretien-rénovation : évolution du chiffre d'affaires au 1er trim. 2025 comparé au 1er trim. 2024
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 1er trim. 2025 comparé au 1er trim. 2024 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 1er trim. 2025 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin mai 2025
- Granulats : production brute de granulats des 12 derniers mois à fin mai 2025
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin juin 2025
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 1er trim. 2025
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin avril 2025
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 2e trim. 2025
- Défaillances : nombre de défaillances d'entreprises de la Construction cumulées sur 12 mois à fin 4e trim. 2024



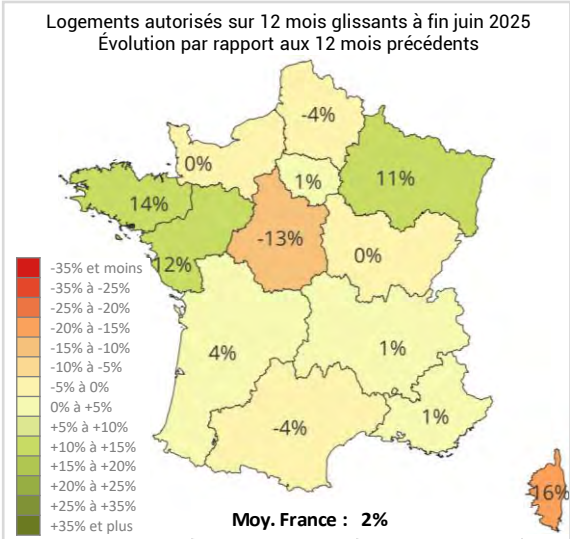
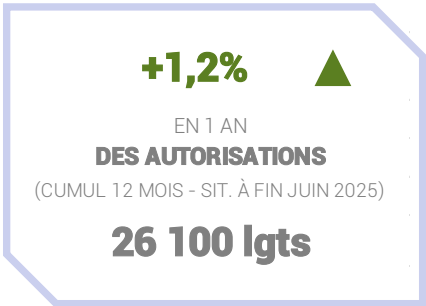
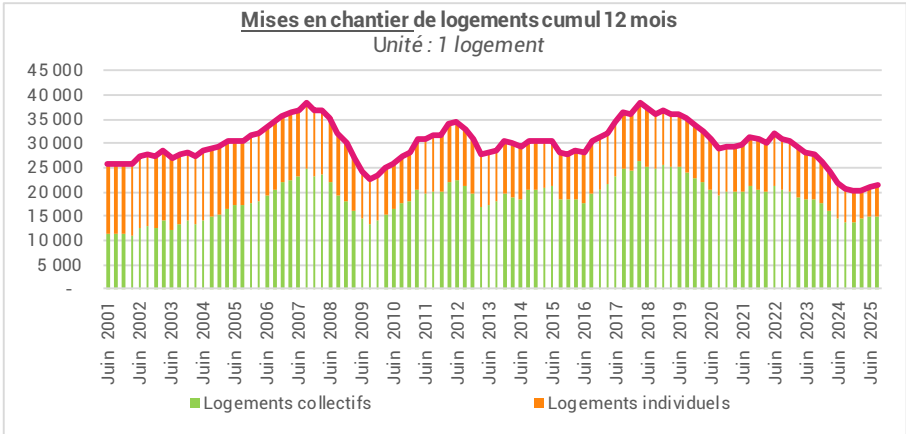
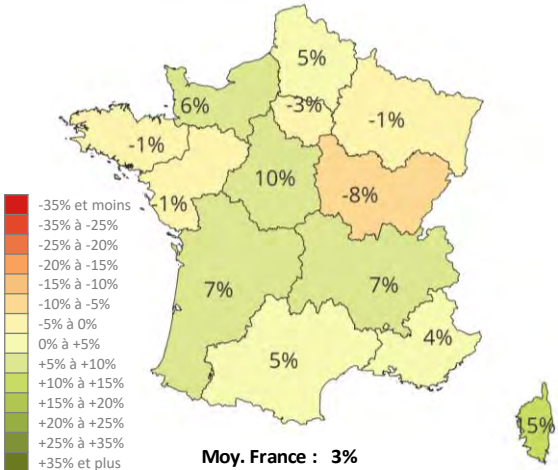
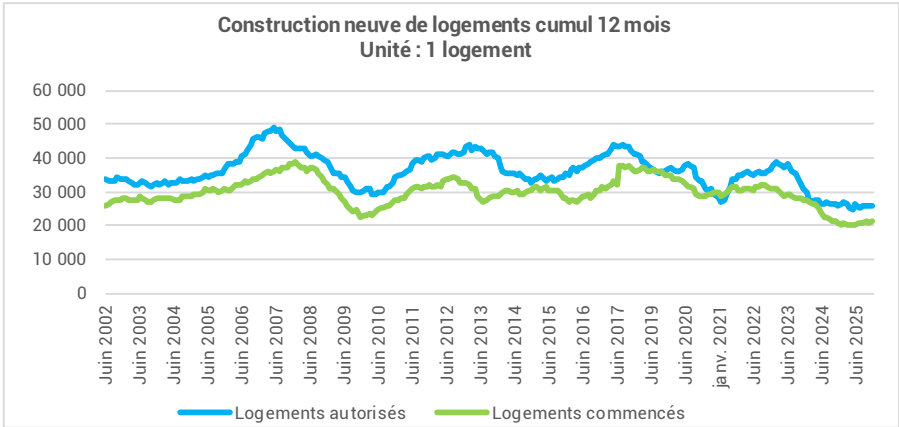


Construction de logements neufs

La construction neuve de logements (date réelle le estimée)	Cumul 12 mois à fin juin 2025 Evol 1 an		
Total logements <u>commencés</u>	21 300 lgts	+3,8%	▲
Dont individuels purs	3 900 lgts	-14,4%	▼
Dont individuels groupés	2 400 lgts	+6,2%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	15 000 lgts	+9,5%	▲
Total logements <u>autorisés</u>	26 100 lgts	+1,2%	▲
Dont individuels purs	4 500 lgts	-7,1%	▼
Dont individuels groupés	2 400 lgts	-14,5%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	19 200 lgts	+5,9%	▲



Logements commencés sur 12 mois glissants à fin juin 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Du fait d'une collecte de données plus parcellaire sur les mises en chantier, ces données sont davantage sujet à caution.

Les logements mis en chantier tendent à repartir à la hausse : + 3,8% en cumul 12 mois à fin juin 2025 enregistrant 21300 logements commencés. Cette hausse est principalement portée par les logements collectifs et individuels groupés.

Cette tendance s'observe également du côté des autorisations avec 26 100 logements autorisés sur les 12 mois à fin juin 2025, soit une hausse de +1,2% en un an. Les permis accordés pour des logements collectifs soutiennent le marché avec 19 200 logements autorisés. Le logement individuel reste en retrait.

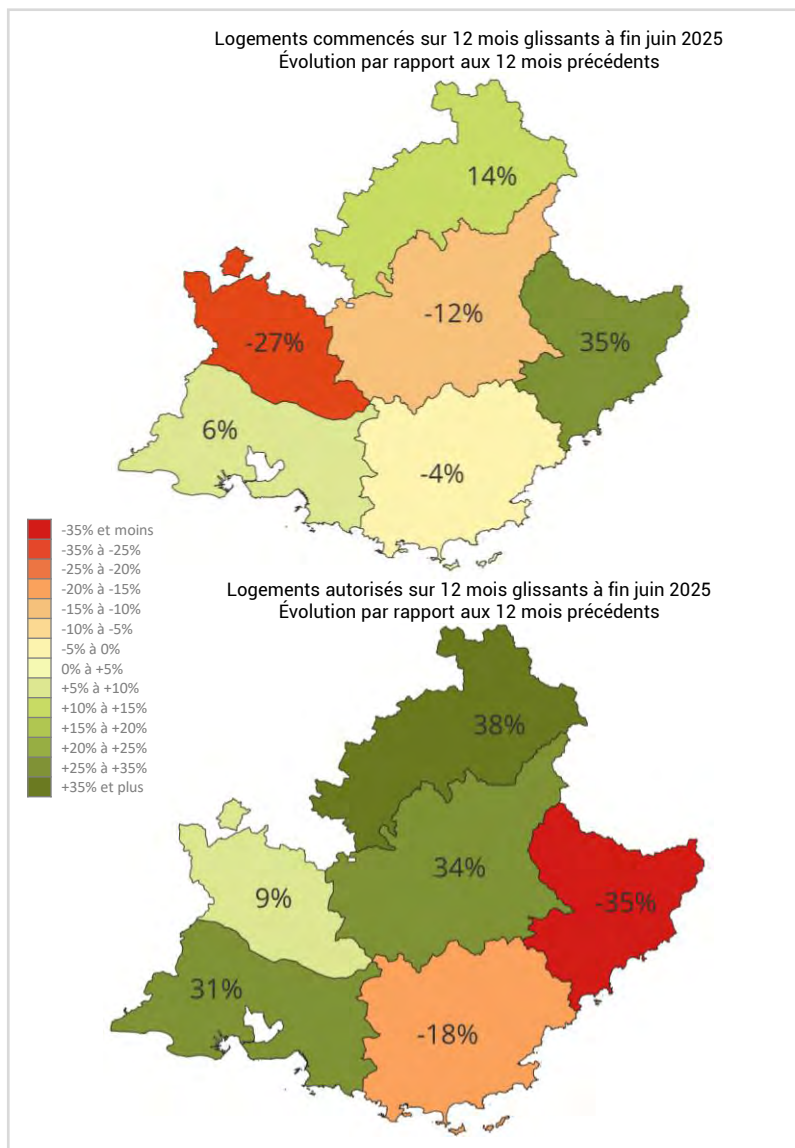
Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques





Construction de logements neufs



Les six premiers mois de l'année 2025 enregistrent un ralentissement des logements commencés de -12% (en cumul 12 mois à fin juin) dans les **Alpes-de-Haute-Provence**. Alors que les logements autorisés progressent de +34% sur la même période.

Le marché du logement neuf des **Hautes-Alpes**, repart à la hausse et affiche une hausse de +14% des logements commencés (en cumul 12 mois à fin juin 2025). Cette hausse s'observe également du côté des logements autorisés : +38%, sur les 12 derniers mois.

Dans les **Alpes-Maritimes**, les logements commencés progressent sur les 12 derniers mois de +35% à fin juin 2025. A l'inverse les logements autorisés chutent de -35% sur la même période.

À fin juin 2025, le marché dans les **Bouches-du-Rhône** progresse légèrement en cumul 12 mois : +6% de logements commencés et +31% de logements autorisés.

Le **Var** continue d'afficher des indicateurs négatifs sur les douze derniers mois (-4% de logements commencés et -18% de logements autorisés).

En **Vaucluse** les mises en chantier s'affichent en nette baisse sur un an (-27%) alors que les autorisations progressent de +9% sur un an.

Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

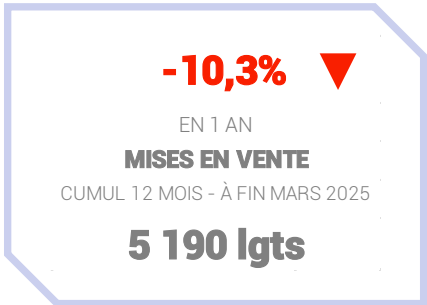
*Service des données et études statistiques



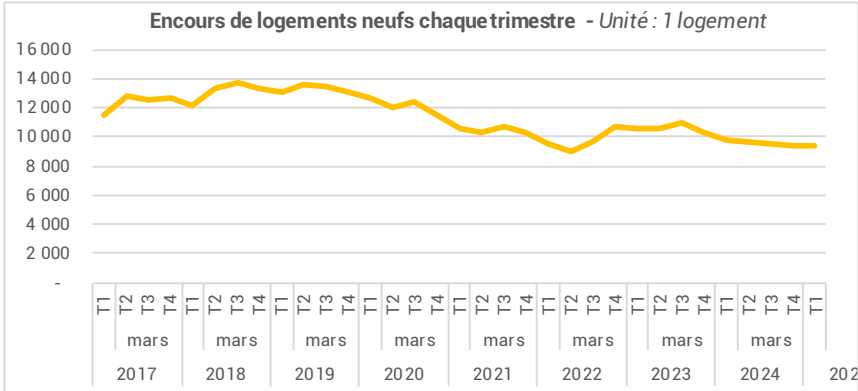
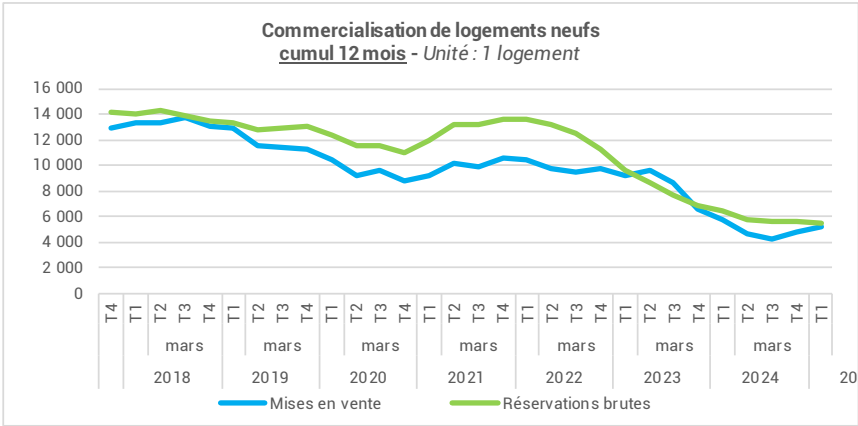
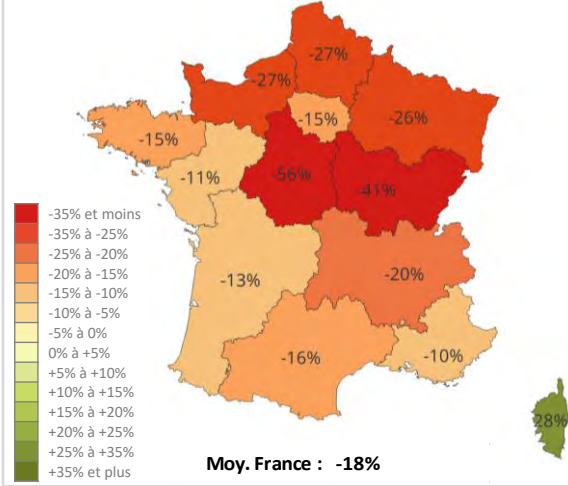


Commercialisation de logements neufs

La commercialisation de logements neufs aux particuliers	1 ^{er} trimestre 2025 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente ⁽¹⁾	5 190 lgts	-10,3%	▼
Dont collectifs	4 930 lgts	-9,5%	▼
Dont individuels	260 lgts	-22,2%	▼
Réservations	5 520 lgts	-14,0%	▼
Dont collectifs	5 200 lgts	-14,5%	▼
Dont individuels	320 lgts	-3,3%	▼
Vente en bloc	6 127 lgts	+5,8%	▲



Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin mars 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

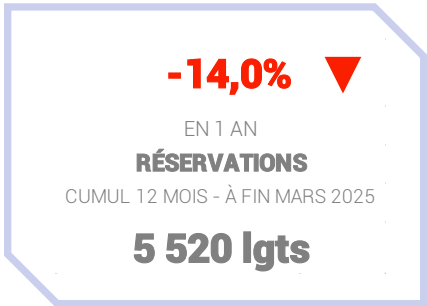
Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

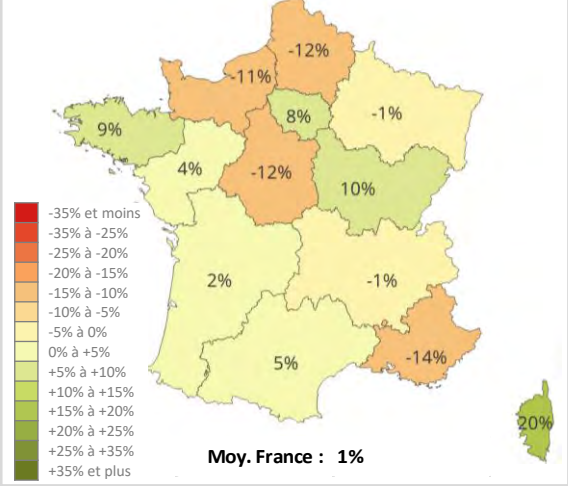
Au cours de 12 derniers mois, le volume de logements commercialisés a fortement diminué, que ce soit dans le collectif ou l'individuel (-10,3% au global). Mais si on regarde en détail les deux derniers trimestres, on note que les mises en vente repartent légèrement après avoir atteint le niveau le plus bas jamais observé dans l'historique.

Les réservations continuent de ralentir : à fin mars, sur 12 mois, on enregistrait 5 520 réservations. C'est le niveau le plus bas jamais atteint au regard de l'historique (-14% au global), dans le collectif comme dans l'individuel. Les ventes en bloc, avec 6 127 logements, progressent quant à elles de +5,8% sur la même période.

Cette baisse des mises en vente a permis aux promoteurs de vider leurs stocks de logements disponibles, avec 9 360 logements encore disponibles, soit -4,6% en un an.



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin mars 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sources :
SDES*, ECLN (données brutes)

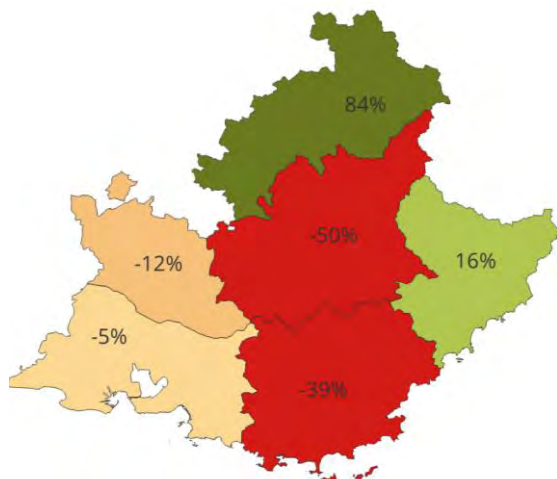
*Service des données et études statistiques



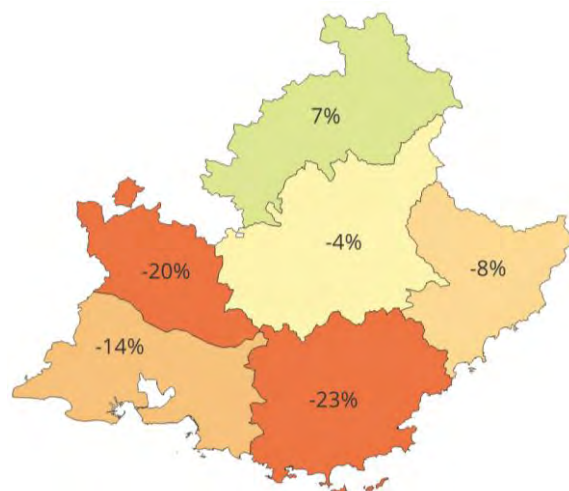


Commercialisation de logements neufs

Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin mars 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin mars 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



À fin mars 2025 en cumul sur les douze derniers mois, le département des **Hautes-Alpes** a enregistré un regain de +84% des mises en vente. Le département a retrouvé son niveau de longue période avec près de 390 nouveaux logements. Les réservations suivent la même tendance puisqu'elles augmentent de +7% mais restent inférieures de -20% à la moyenne des 7 dernières années avec 300 logements.

Les **Alpes-Maritimes** voient leurs mises en vente progresser de +16% en un an avec 1 390 logements, mais ce volume reste de -42% inférieur au volume moyen des sept années précédentes. Du côté des réservations, près de 1 560 logements ont été réservés, soit -8% sur un an, mais c'est une baisse de -45% comparé à la moyenne longue période.

Les **Bouches-du-Rhône** enregistrent -5% de commercialisations en un an, avec 1 900 logements ; c'est deux fois moins que la moyenne longue. Il en est de même pour les réservations : 2 030 logements, soit -14% comparé à l'an passé, et -59% sur la période longue.

En **Vaucluse**, avec 260 logements commercialisés, c'est une chute de -12% qui est observée à fin mars 2025, soit une baisse de -62% comparé aux sept dernières années. Les réservations totalisent 350 logements soit -20% en un an et moitié moins que sur l'historique.

Les **Alpes-de-Haute-Provence** comptent 120 logements à fin mars 2025 en cumul 12 mois ; c'est 50% de moins qu'à la même période l'an passé, qui été particulièrement bonne car c'est une baisse de -12% comparé à l'historique. Les réservations progressent de +7% en un an avec 70 réservations, mais c'est -20% inférieur à la moyenne des sept dernières années.

Le **Var** observe la plus forte chute ce trimestre avec -39% de commercialisations (1 110 nouveaux logements), -57% comparé aux sept dernières années. Et les réservations enregistrent -23% de baisse sur un an avec 1 210 réservations, soit -56% sur la période longue.

Sources :
SDES*, ECLN (données brutes)

*Service des données et études statistiques

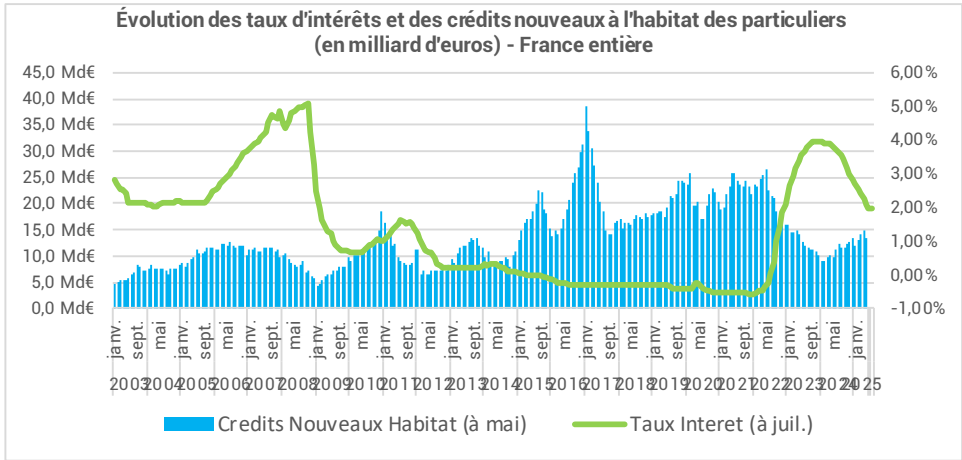




Crédits à l'habitat et prêts à taux zéro

Crédits à l'habitat			
Crédits nouveaux à l'habitat (M€)	42 500 M€	+43,6%	▲
Cumul 3 mois (évol. 1 an) (à fin mai 2025)			
Taux d'intérêt (évol. 1 mois) (à fin juil. 2025)	1,986%	0,00 pt	=

Les statistiques concernant les crédits à l'habitat incluent les prêts aidés et les renégociations de contrats.



La santé du logement neuf se mesure également avec le nombre de crédits accordés pour l'acquisition de logements ; de fait, sur les cinq derniers mois et sur l'ensemble du pays, 42,5 Md€ de crédits nouveaux (tous achats immobiliers confondus) ont été délivrés aux particuliers par les banques françaises, en hausse de +43,6% en un an. La valeur des crédits nouveaux à l'habitat enregistrés par la Banque de France repart à la hausse depuis le creux de 2023-2024, signe d'une conjoncture qui s'améliore.

La baisse des taux d'intérêts est un des facteurs explicatifs à cette hausse des crédits : à fin juillet 2025, le taux moyen sur le marché concurrentiel pour des prêts immobiliers s'affichait à 1,986%, en stable sur un mois.

Prêts à 0% PTZ+	1 ^{er} trimestre 2025 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	242	-45,0%	▼
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	1 638	-36,1%	▼
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	19	-47,2%	▼
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	217	+29,9%	▲

Le prêt à taux zéro est un dispositif de soutien à l'accession à la propriété des ménages dont les ressources ne dépassent pas les plafonds en vigueur. Un prêt à taux zéro peut être accordé pour l'acquisition d'un logement ancien à réhabiliter en zone détendue avec gain énergétique, l'acquisition ou la construction d'un logement neuf (appartement ou maison) sur tout le territoire, l'acquisition d'un logement social vendu par le bailleur à son occupant, l'acquisition d'un logement réalisée dans le cadre d'un contrat de location-accession, l'acquisition de droits réels immobiliers dans le cadre d'un bail réel solidaire, l'acquisition d'un logement dans le cadre d'un contrat d'accession à la propriété avec un taux réduit de TVA ou encore la transformation d'un local existant en logement.

En lien avec le fort recul des commercialisations de logements neufs, les prêts à taux zéro délivrés dans la région pour l'acquisition de logements neufs ont régressé de -36,1% sur un an (à fin mars 2025).

En revanche, les prêts à taux zéro pour l'acquisition de logements anciens ont progressé dans la région sur la période (+29,9%), signe d'une détente qui s'amorce sur le marché immobilier avec un probable redémarrage des transactions dans l'ancien.

+43,6%

▲

EN 1 AN

CRÉDITS NOUVEAUX À L'HABITAT – FRANCE

CUMUL 3 MOIS - À FIN MAI 2025

42 500 M€

Source : Banque de France

-36,1%

▼

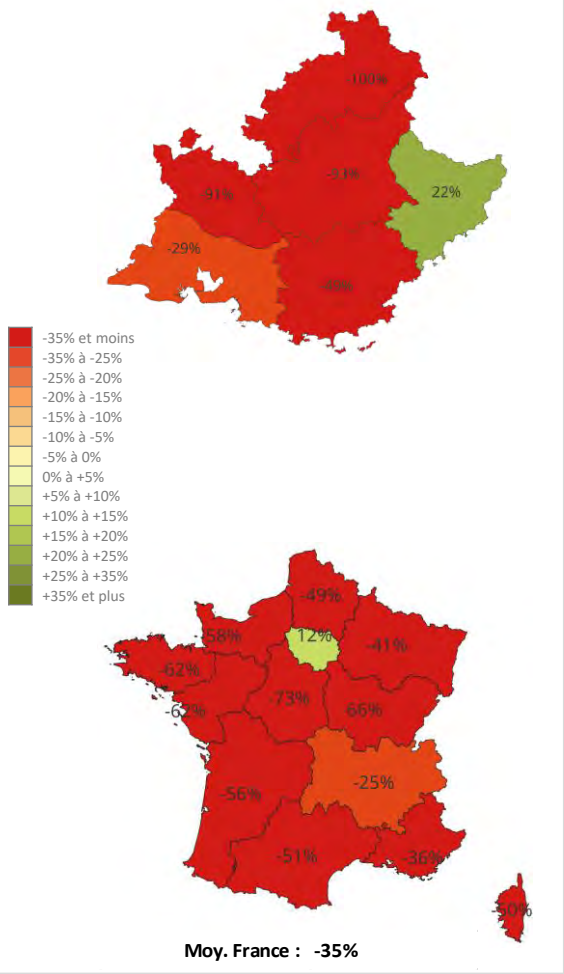
EN 1 AN

PRETS A 0% PTZ+ DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

CUMUL 4 TRIM. - À FIN MARS 2025

1 638 prêts

PTZ+ distribués dans le neuf sur les 12 derniers mois à fin mars 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Source : SGFGAS (données brutes)

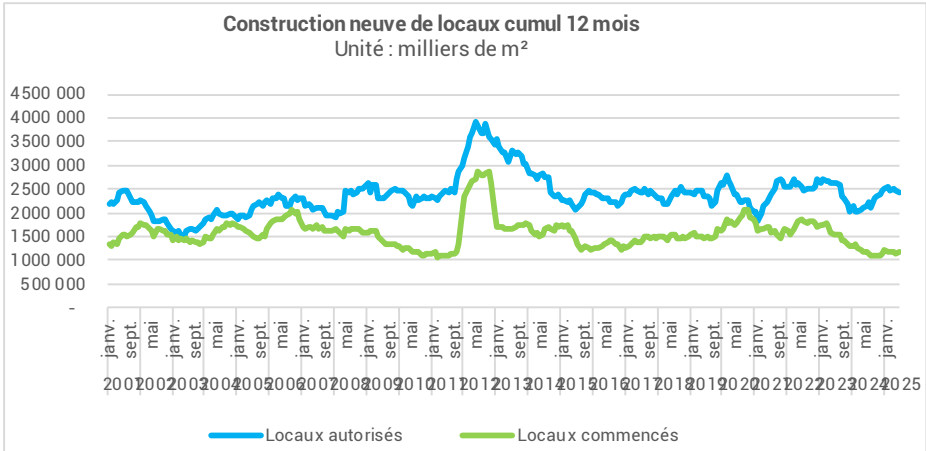




Construction de locaux neufs

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	1 176 mill. m²	0,0%	=
Bâtiments agricoles	274 mill. m²	+27,9%	▲
Secteur privé non agricole	692 mill. m²	+6,7%	▲
Dont locaux industriels	72 mill. m²	+19,4%	▲
Dont commerces	140 mill. m²	+0,4%	=
Dont bureaux	127 mill. m²	-22,0%	▼
Dont entrepôts	241 mill. m²	+21,3%	▲
Dont autres locaux	112 mill. m²	+29,1%	▲
Secteur public	210 mill. m²	-33,0%	▼

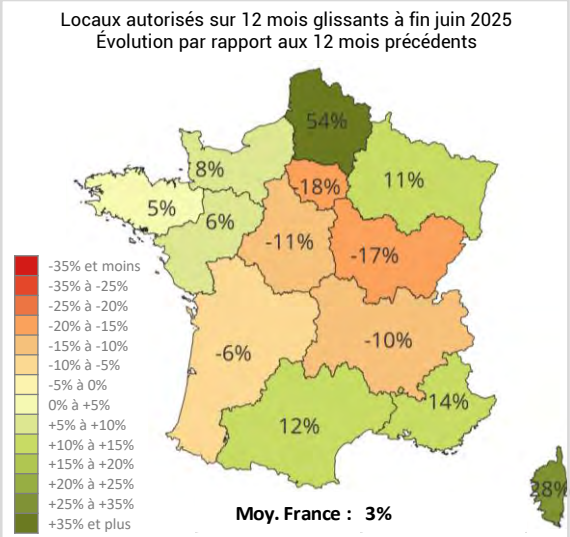
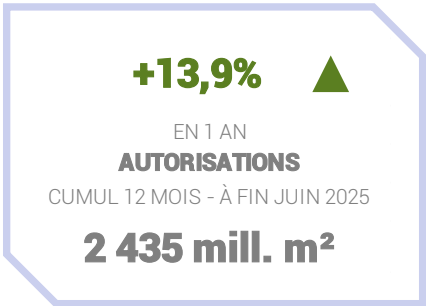
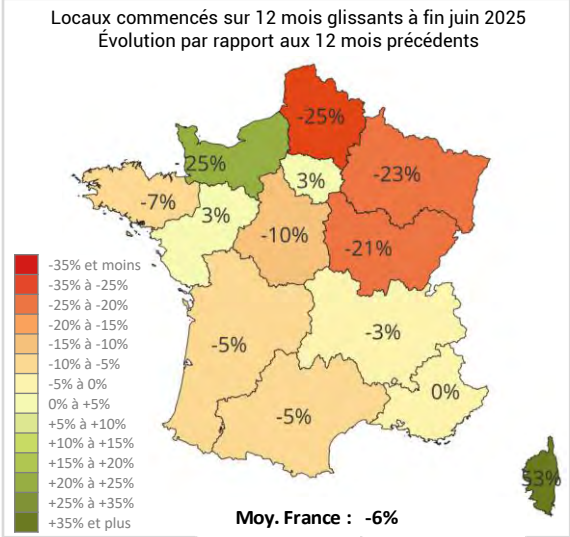
Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin juin 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	2 435 mill. m²	+13,9%	▲
Bâtiments agricoles	635 mill. m²	+22,5%	▲
Secteur privé non agricole	1 404 mill. m²	+16,5%	▲
Dont locaux industriels	173 mill. m²	+84,3%	▲
Dont commerces	267 mill. m²	+4,6%	▲
Dont bureaux	269 mill. m²	-4,9%	▼
Dont entrepôts	522 mill. m²	+32,7%	▲
Dont autres locaux	173 mill. m²	-3,7%	▼
Secteur public	395 mill. m²	-4,5%	▼



Avertissement : Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

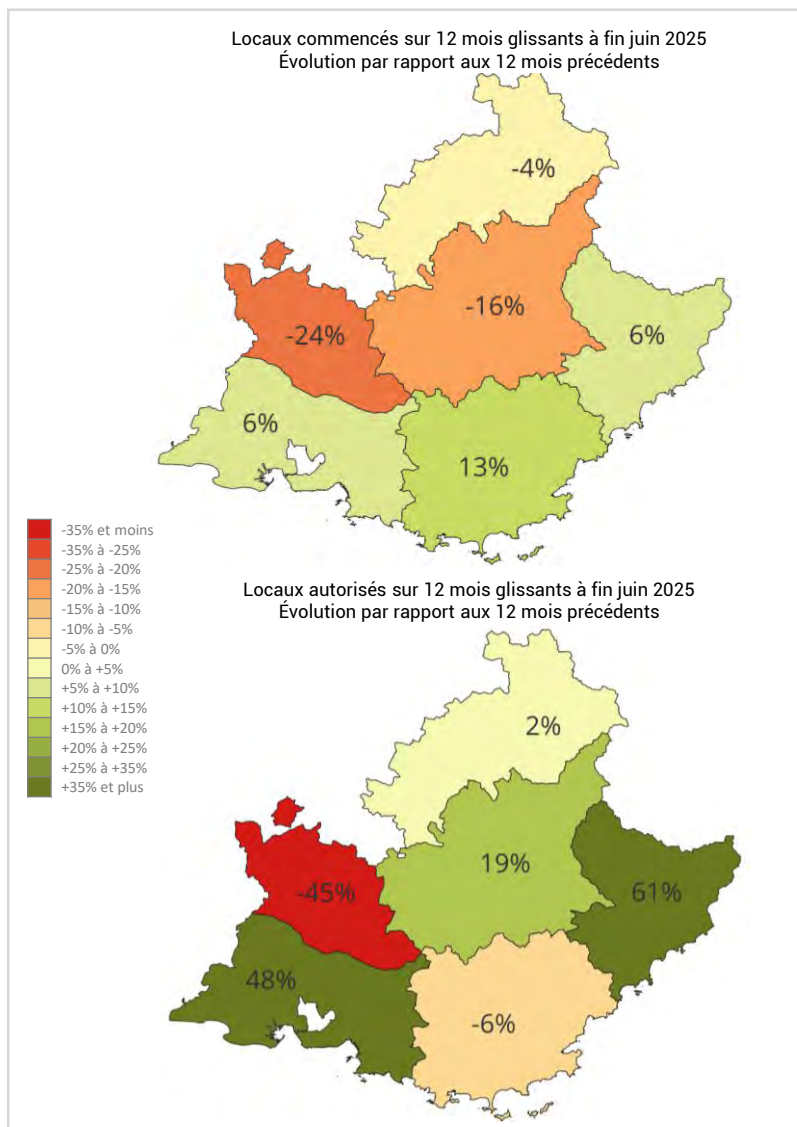
Le segment non-résidentiel en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en cumul sur douze mois à fin juin 2025, présente une stabilité de la surface de locaux neufs mis en chantier par rapport à un an plus tôt. On observe tout de même une hausse dans l'ensemble des secteurs, hormis le segment des bureaux (-22%) ainsi que le secteur public (-33%).

En revanche, le redémarrage des autorisations est net : +13,9% de surfaces non-résidentielles autorisées sur les douze derniers mois (à fin mai 2025) dans la région par rapport aux douze mois précédents. Tous les segments d'activité affichent une hausse des permis autorisés hormis les bureaux, les autres types de locaux et le secteur public, freiné par le cycle électoral (la dernière année des mandats locaux étant généralement marqué par un ralentissement des projets).





Construction de locaux neufs



Les **Alpes-de-Haute-Provence** observent une chute des mises en chantier de -16% en un an glissant à fin juin. Du côté des autorisations, le département, présente une hausse de +19% en cumul 12 mois.

Dans les **Hautes-Alpes**, les mises en chantier sur les douze derniers mois chutent de -4%. Les autorisations quant à elles progressent de +2%.

Dans les **Alpes-Maritimes** les mises en chantier progressent de +6%, en cumul 12 mois à fin juin 2025. Les autorisations suivent la même tendance et progressent fortement : +61% sur la même période.

Les **Bouches-du-Rhône** observent une hausse de +6% en glissement annuel à fin juin des mises en chantier. Les autorisations progressent de +48% en un an.

Dans le **Var**, les mises en chantier progressent de +13% alors que les autorisations en cumul 12 mois à fin juin 2025, chutent de -6%.

En **Vaucluse**, les mises en chantier ralentissent de -24% en cumul sur 12 moi à fin juin 2025. On observe une forte chute : -45% des autorisations sur la même période.

Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques

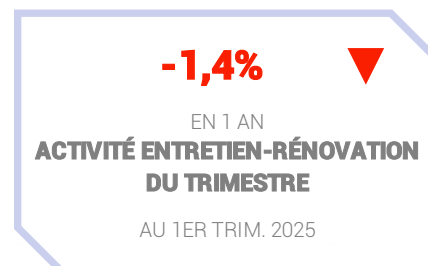
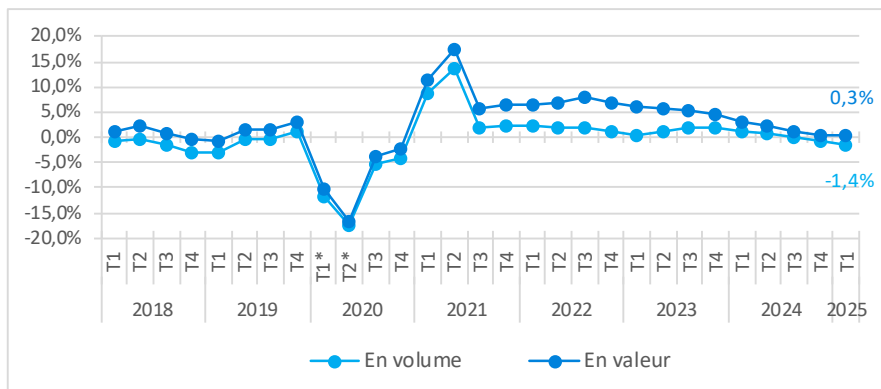




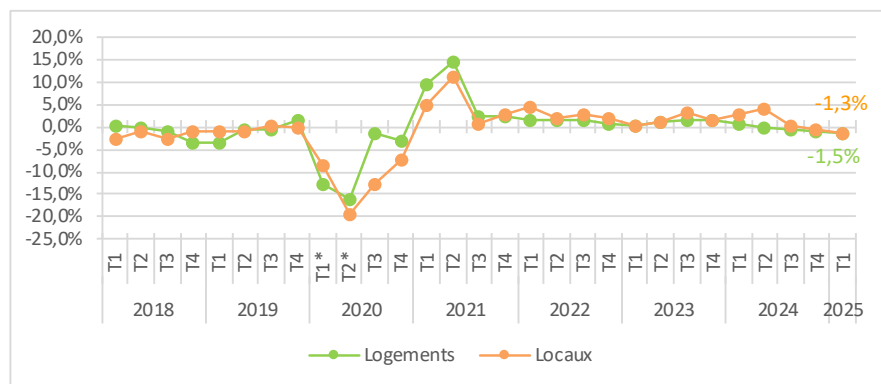
Activité entretien-rénovation

Évolution de l'activité d'entretien rénovation par rapport au même trimestre de l'année précédente

Au global

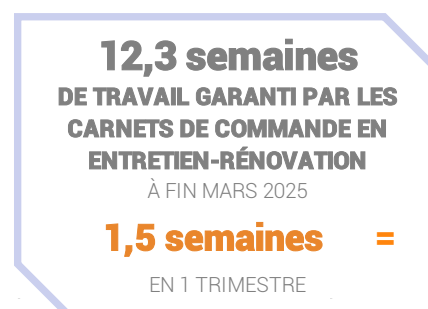
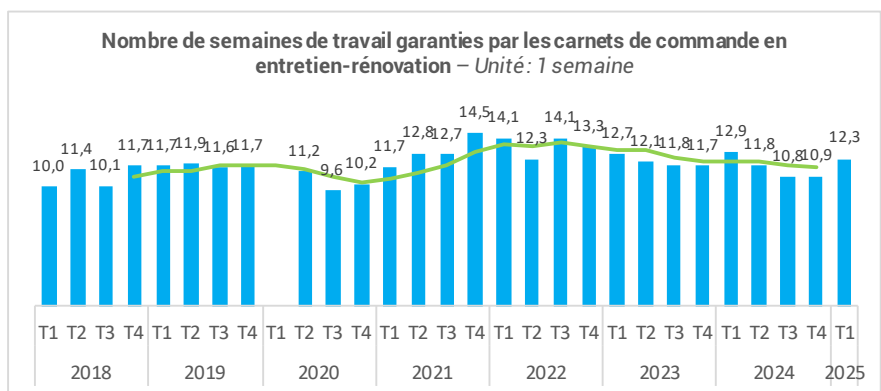
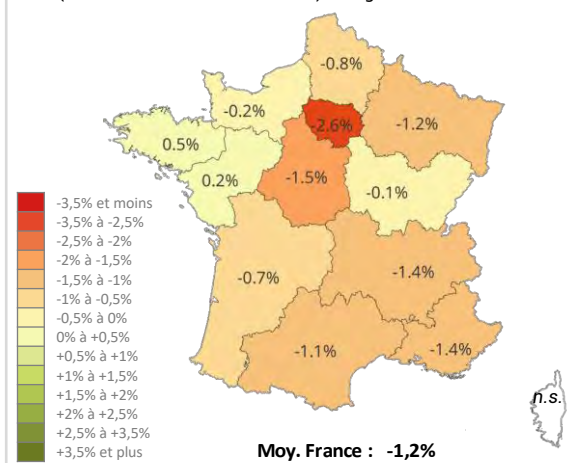


Par segment de marché



* Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises

Évolution par rapport au T1 2024 de l'activité entretien-rénovation (en volume de travaux facturés) enregistrée au T1 2025



L'activité entretien-rénovation recule de -1,4% en volume de travaux facturés au 1^{er} trimestre 2025 par rapport à un an plus tôt en Provence-Alpes-Côte d'Azur, troisième trimestre consécutif de baisse et un niveau de repli qui n'avait plus été observé depuis les confinements Covid.

Léger rayon de soleil dans ce climat morose, les carnets de commande en entretien-rénovation progressent en Provence-Alpes-Côte d'Azur : les entreprises Bâtiment de la région comptabilisent 12,3 semaines de travail garanties à fin mars 2025, en hausse de 1,5 semaines en trois mois et plus haut niveau depuis un an.

Source :
Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation







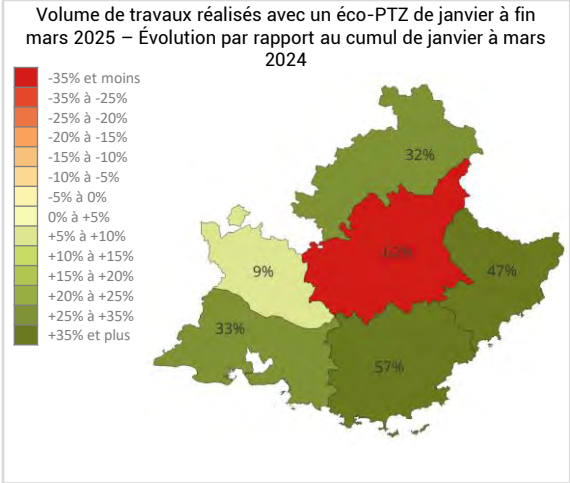
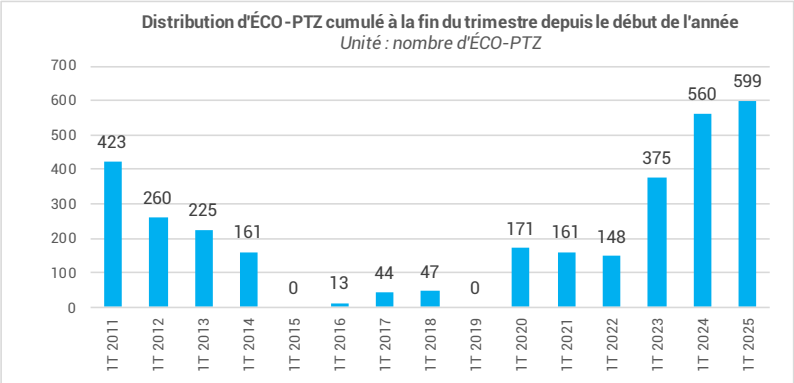
Éco-prêts à taux zéro

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 1 ^{er} trimestre 2025 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	12,26 M€	+28,6%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	599 ÉCO-PTZ	+7,0%	▲

+28,6%▲

DE JANVIER À FIN DU 1^{er} TRIM. 2025
DU VOLUME DE TRAVAUX
RÉALISÉS
ECO-PTZ - EVOLUTION 1 AN

12,26 M€



L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation. Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement ou qu'ils le mettent en location, et aux syndicats de copropriétaires. Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

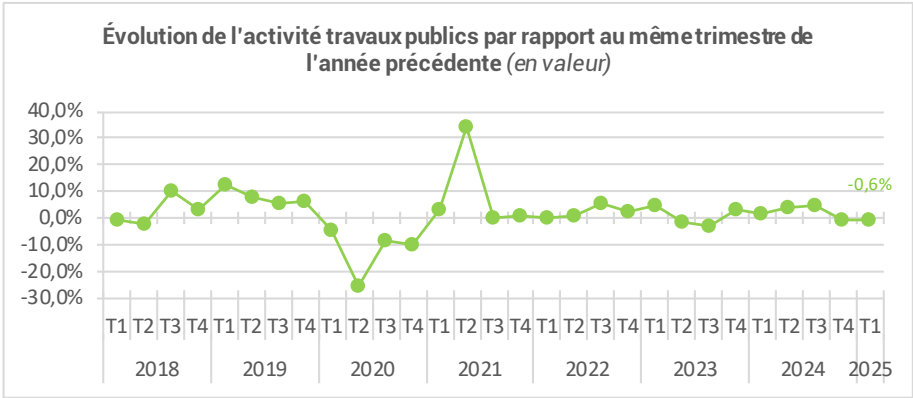
Depuis l'ouverture de l'éco-PTZ aux monogestes en 2019, la sollicitation de ce prêt ne cesse d'augmenter dans la région. La création en 2023 d'un éco-PTZ « MaPrimeRénov' », destiné spécifiquement au financement du reste à charge pour les ménages bénéficiant d'une subvention MaPrimeRénov', combinée à une augmentation du plafond de financement (50 000 € désormais contre 30 000 € auparavant) a accéléré la démocratisation de ce dispositif : sur les trois premiers mois de l'année 2025, plus de 599 prêts ont ainsi été accordés dans la région, ce qui constitue le meilleur bilan d'un premier trimestre depuis le lancement du dispositif en 2010.

Source :
SGFGAS (données brutes)





Activité Travaux Publics



-0,6%

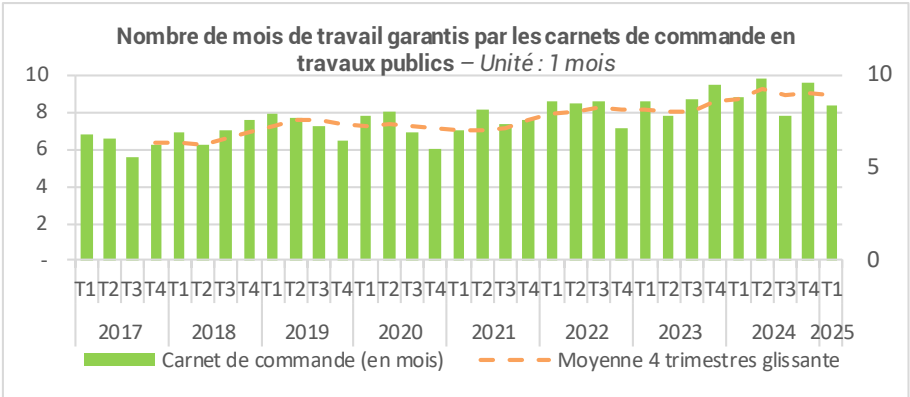
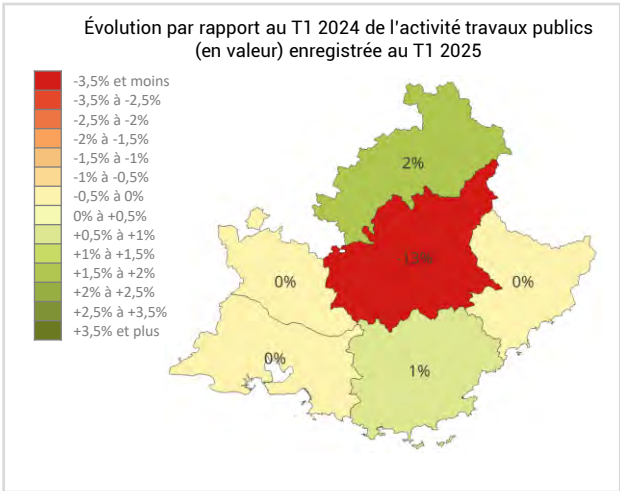
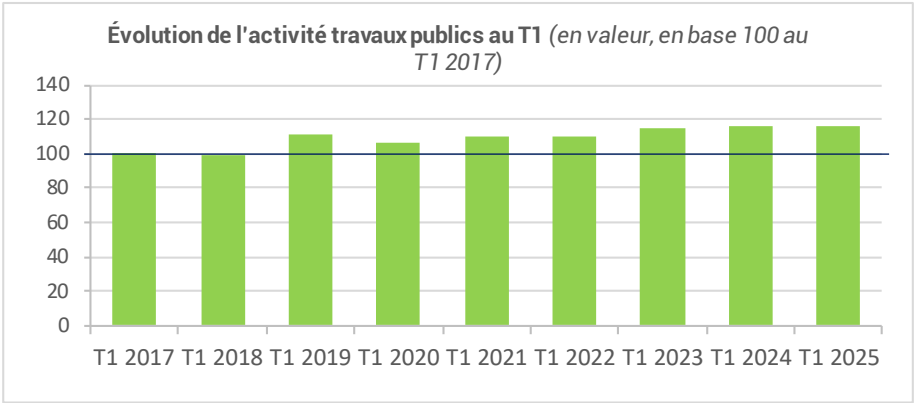
=

EN 1 AN

ACTIVITÉ TRAVAUX PUBLICS DU TRIMESTRE

AU 1ER TRIM. 2025

L'activité dans les Travaux Publics au 1er trim. 2025	Évol. en valeur du CA du trimestre par rapport au T1 2024	Niveau dy carnet de commande et évol. en valeur du CA du trimestre par rapport au T1 2024
Ensemble	-0,6% =	8,4 =
Terrassement	4,8% ▲	6,9 ▼
Route	-5,0% ▼	6,9 ▼
Canalisateurs	3,2% ▲	6,4 ▼
Génie civil	1,8% ▲	13,4 ▼
travaux électriques	-5,4% ▼	8,2 =
Autres/généralistes	1,2% ▲	6,7 =



8,4 mois

DE TRAVAIL GARANTI PAR LES CARNETS DE COMMANDE EN TRAVAUX PUBLICS

À FIN MARS 2025

-0,5 mois

=

EN 1 TRIMESTRE

Depuis deux trimestres, l'activité Travaux Publics est mal orientée, affichant un léger recul du chiffre d'affaires (en comparaison à un an plus tôt). Ce n'était pas arrivé depuis l'été 2023.

Ce 1^{er} trimestre 2025, la majorité des corps de métier est dans le positif excepté les Routes et l'Énergie, qui chutent fortement.

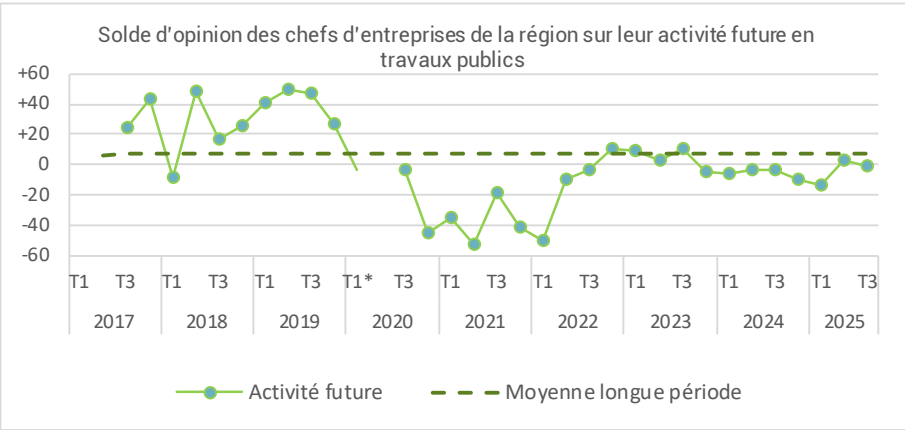
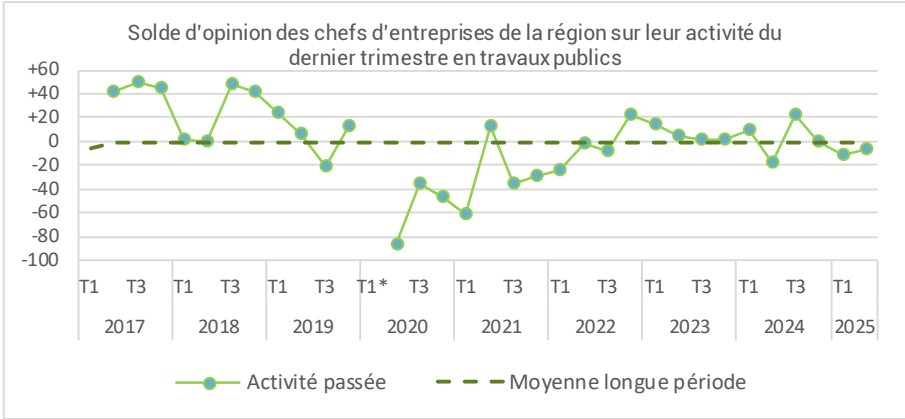
Les prises de commande se stabilisent comparé à l'an passé dans la région, avec 8,4 mois de travail garanti à fin mars 2025.

Source :
Enquête trimestrielle FRTP/CERC PACA





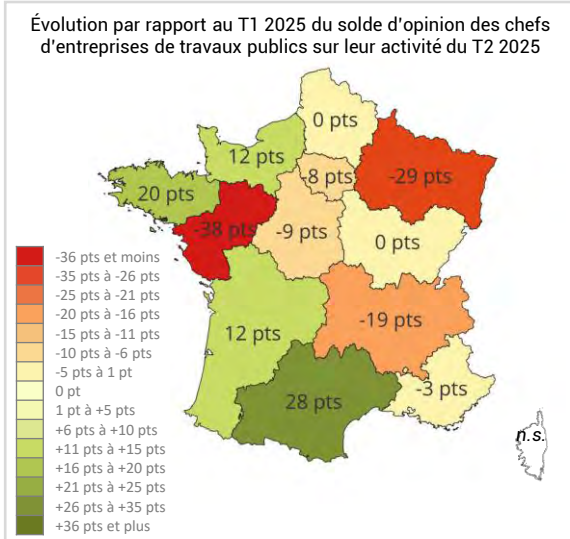
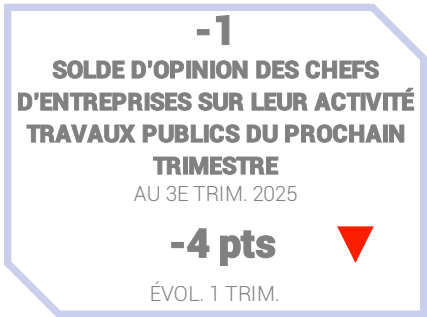
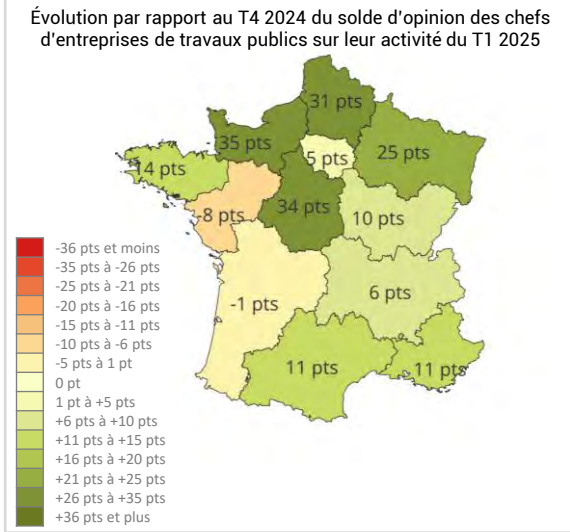
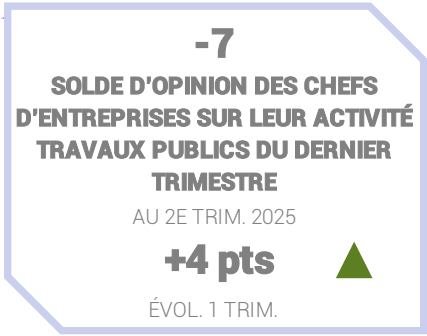
Opinion des chefs d'entreprises



Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

La vision des chefs d'entreprise, pour le 2^{ème} trimestre 2025, est négative avec un solde d'opinion à -7 (qui est +4 points au de sa moyenne de longue période).

La vision de ces mêmes chefs d'entreprise pour les mois à venir semble, elle, plus négative : -4 pts entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trimestre 2025, et se rapproche de la moyenne longue période.



Source :
Enquête trimestrielle FNTF/INSEE





Opinion des chefs d'entreprises

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	2° trimestre 2025 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	13%	-4 pts	▼
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	49%	-4 pts	▼
Insuffisance en personnel	35%	+2 pts	▲
Contraintes financières	9%	-7 pts	▼
Conditions climatiques	46%	+12 pts	▲
Insuffisance de matériel	0%	-2 pts	▼
Autres facteurs	27%	+26 pts	▲

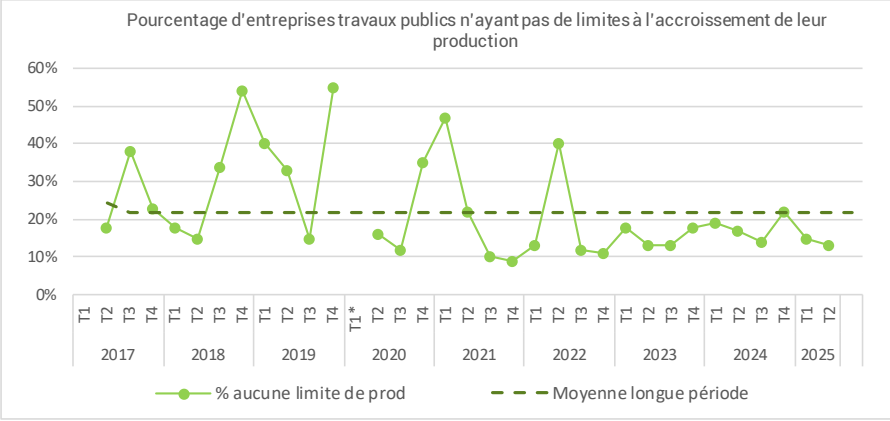
87%

DES ENTREPRISES TRAVAUX PUBLICS LIMITÉES DANS LEUR PRODUCTION

AU 2E TRIM. 2025

4 pts ▲

ÉVOL. 1 AN



Des difficultés persistent sur le terrain pour les entreprises de Travaux Publics : 87% indiquent en effet encore être limitées dans leur production à fin juin 2025 (en hausse de +4 points sur un an). Les difficultés concernent essentiellement le manque de marchés : près de 49% des entreprises sont concernées, en baisse de -4 points en un an, ainsi que les contraintes climatiques pour 46% des entreprises, en hausse de +12 points en un an. 35% des entreprises indiquent des contraintes de personnel, en hausse de +2%.

Source :
Enquête trimestrielle FNT/INSEE

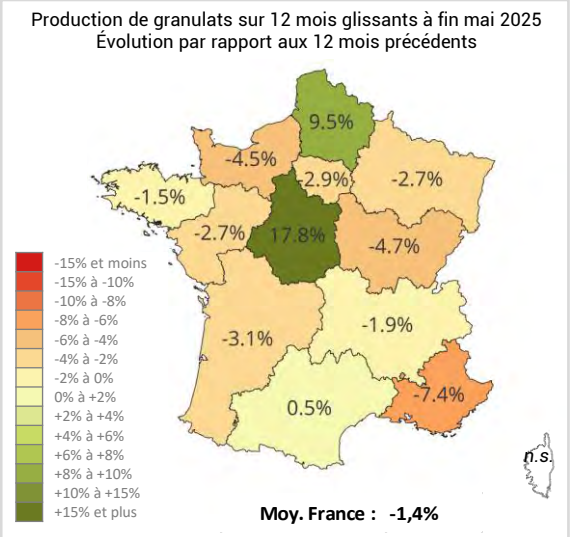
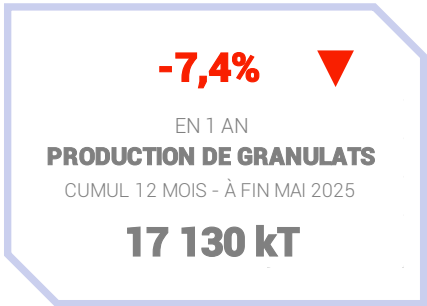
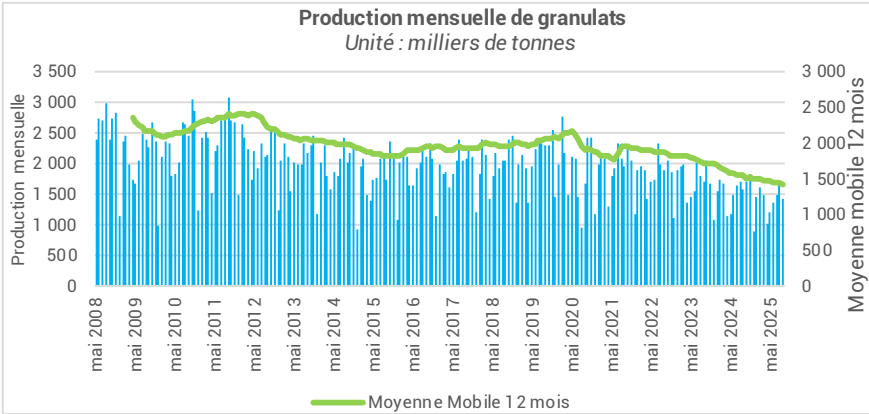
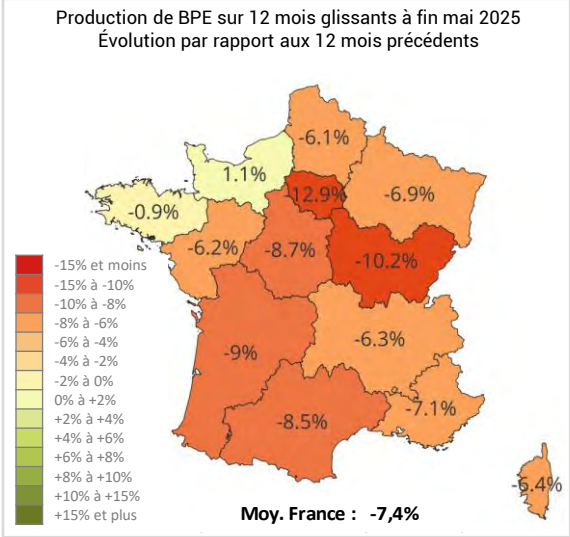
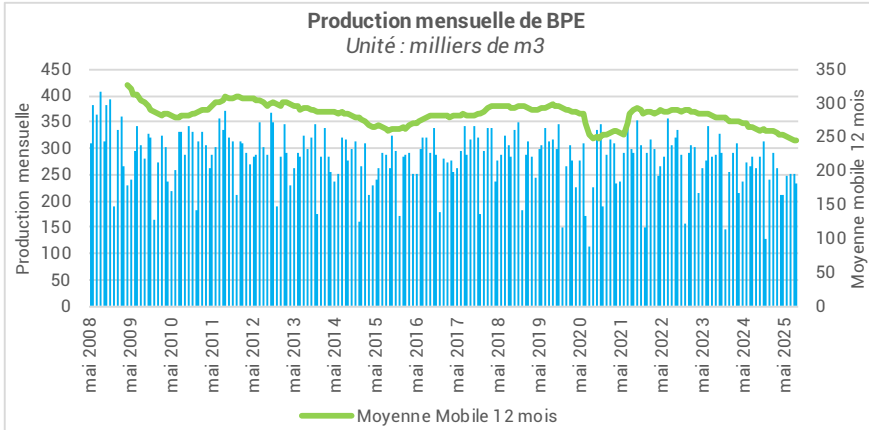
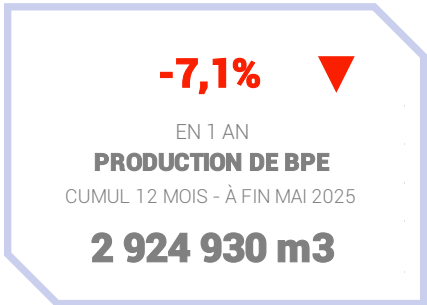




INDUSTRIE MATÉRIAUX

Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE) et de Granulats

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en mai 2025	231 472 m3	-11,6%	▼
Prod. de Granulats en mai 2025	1 408 m3	-10,5%	▼
Production cumulé 12 mois			
Production de BPE entre fév. 2024 et mai 2025	2 924 930 m3	-7,1%	▼
Production de Granulats entre fév. 2024 et mai 2025	17 130 kt	-7,4%	▼



Alors que le secteur du Bâtiment est en crise, il entraîne dans son sillage le premier maillon de sa chaîne de valeur, le béton prêt à l'emploi. La production régionale de BPE continue ainsi de se replier et affiche un volume livré en baisse de -7,1% sur les douze derniers mois (à fin mai) par rapport aux douze mois précédents.

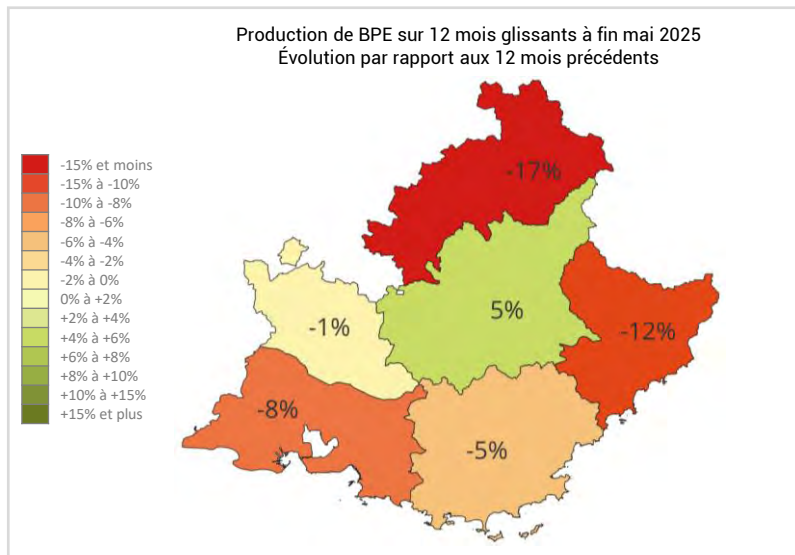
Le secteur des granulats n'échappe pas non plus à la morosité ambiante puisque la production régionale de granulats s'est contractée de -7,4% sur la période juin 2024 à mai 2025 par rapport à un an plus tôt. Malgré une activité Travaux Publics globalement positive dans la région, l'activité granulats paie sans doute le ralentissement observé sur le métier de la route et l'utilisation de plus en plus importante de matériaux secondaires.

Sources :
UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment
(données brutes, non cvs, non cjo)





Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE)



La production de BPE est en recul dans tous les départements de la région sur les douze derniers mois à fin mai à l'exception des Alpes de Haute-Provence.

Dans les **Alpes-de-Haute-Provence**, le volume observé progresse de +5% par rapport à celui d'il y a un an (en cumul à fin mai 2025).

Les **Hautes-Alpes**, où malgré un recul sur 12 mois (-17%), les livraisons de BPE restent proche du niveau moyen des dix années précédentes.

Dans les **Alpes-Maritimes**, le volume de BPE livré chute de -12% entre juin 2024 et mai 2025 par rapport à un an plus tôt, et reste en dessous de son niveau moyen des dix dernières années.

Dans les **Bouches-du-Rhône**, la production de BPE poursuit sa tendance baissière (-8%), avec un volume livré sur les 12 derniers mois bien en-deçà de sa moyenne depuis dix ans.

Le département du **Var** enregistre une baisse de la production sur les 12 derniers mois (-5%). Mais on note que le volume de BPE produit sur les 12 derniers mois reste sensiblement identique à son niveau moyen des dix dernières années.

De même en **Vaucluse**, où la production de BPE s'affiche, certes, en recul sur un an (-1%) mais enregistre un volume sensiblement conforme à ses niveaux moyens des dix années précédentes.

Source :
UNICEM pour le BPE
(données brutes, non cvs, non cjo)





Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à juin 2025 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	4 650 AO	-1,6%	▼
dont bâtiment*	2 350 AO	-2,2%	▼
dont TP*	1 710 AO	+3,1%	▲
dont pôle local	2 760 AO	+3,3%	▲
dont conseils territoriaux	340 AO	+8,0%	▲
dont Etat	520 AO	-14,5%	▼
dont autres	60 AO	+25,5%	▲
Montants des marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à juin 2025 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	7,5 Md€	-0,4%	=
dont bâtiment*	2,4 Md€	-13,1%	▼
dont TP*	2,9 Md€	+17,2%	▲
dont pôle local	3,4 Md€	-10,1%	▼
dont conseils territoriaux	0,7 Md€	+16,9%	▲
dont Etat	0,9 Md€	-25,8%	▼
dont autres	0,2 Md€	+65,7%	▲

-1,6%



EN 1 AN
APPELS D'OFFRE TRAVAUX
PUBLIÉS
CUMUL 12 MOIS - À FIN JUIN 2025

4 650 AO

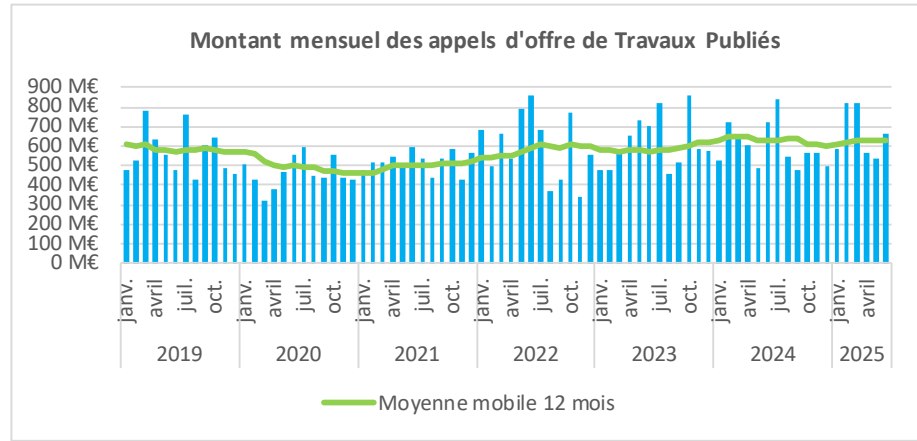
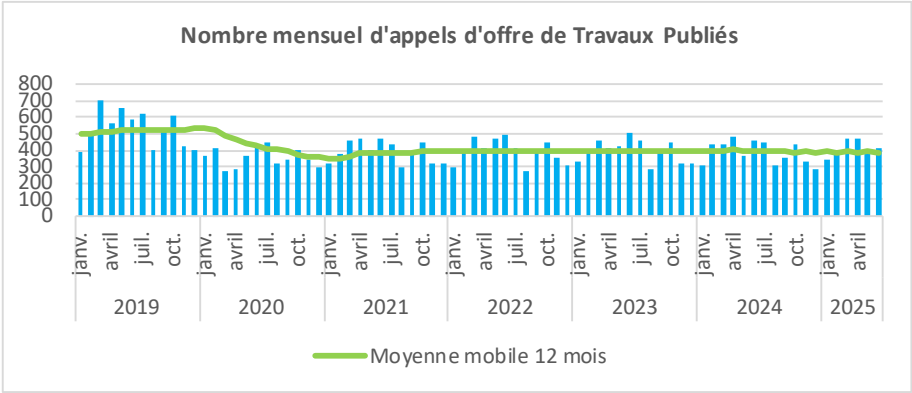
-0,4%



EN 1 AN
MONTANT DES APPELS D'OFFRE
TRAVAUX PUBLIÉS
CUMUL 12 MOIS - À FIN JUIN 2025

7 500 M€

*Une partie des appels d'offre recouvre les deux secteurs d'activité sans distinction et n'ont donc pas pu être recensé ici.



La commande publique recule en volume dans la région : 4 650 appels d'offre de travaux ont été publiés sur les douze derniers mois (à fin juin 2025), en baisse de -1,6% par rapport à un an plus tôt. Cette baisse est plus visible pour les marchés de Bâtiment (-2,2%) alors que pour les marchés de Travaux Publics progressent (+3,1%), ce qui marque une inversion de tendance par rapport à 2024. ce ralentissement est également plus visible chez l'État (-14,5%) que dans le pôle local (où le nombre d'achats de travaux progresse de nouveau sur un an, à +4,3%), chez les conseils territoriaux (+8,0%) et les grands acheteurs publics (opérateurs publics, bailleurs sociaux, hôpitaux, etc.).

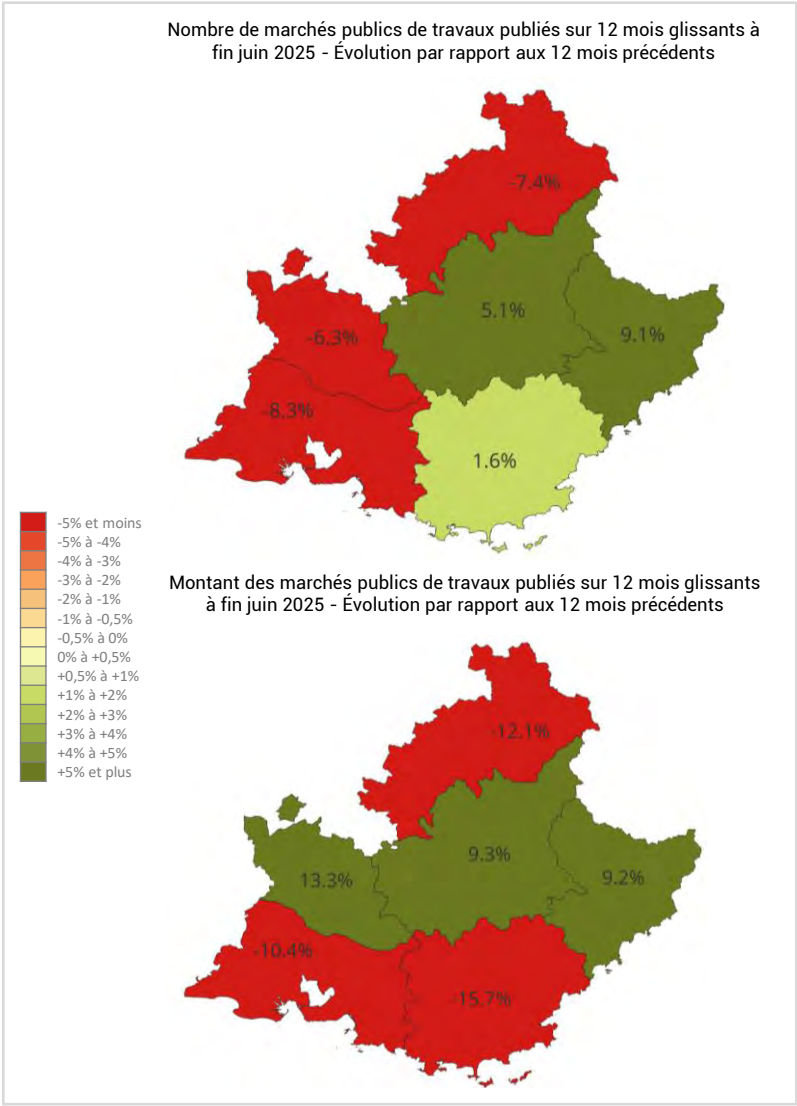
La valeur de la commande publique se maintient sur les 12 derniers mois (+0,4%).

Source :
VecteurPlus





Marchés publics de travaux



Dans les **Hautes-Alpes**, les marchés publics de travaux affichent un recul de -7,4% en volume sur les douze derniers mois par rapport à un an plus tôt (à fin juin), tout comme le montant des marchés publiés régresse lui fortement de -12,1% en un an.

À l'inverse, dans les **Alpes-de-Haute-Provence** ainsi que dans les **Alpes-Maritimes**, le nombre de marchés publiés progresse en volume (respectivement de +5,1 et +9,1% de marchés publiés entre mai 2024 et juin 2025 par rapport à un an plus tôt), faisant grossir les enveloppes des achats de +9,3% dans les Alpes-de-Haute-Provence et +9,2% dans les Alpes-Maritimes.

Le département des **Bouches-du-Rhône** suit une tendance fortement baissière, puisque les achats publics de travaux reculent en un an, à fin juin 2025, de -8,3% en volume et de -10,4% en valeur.

Dans le **Var**, le nombre d'achats publics de travaux publiés progresse depuis un an comparé l'an passé : +1,6%, mais l'enveloppe dédiée à ces achats fond dans le même temps de -15,7%, probablement du fait du lancement de projets moins coûteux.

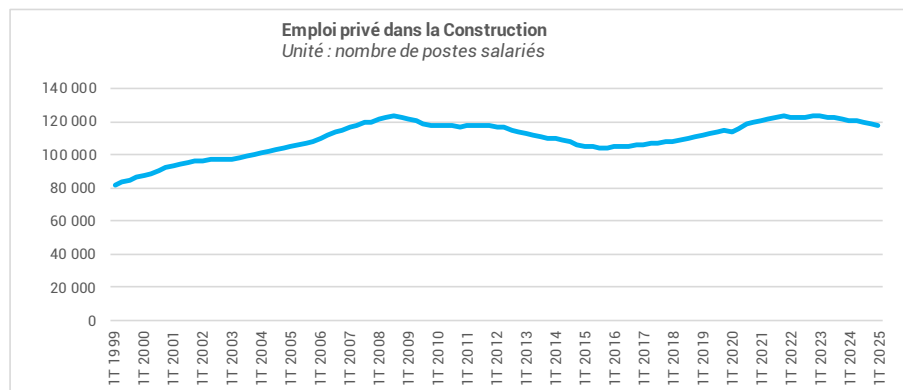
Le **Vaucluse** affiche à fin juin 2025 une forte baisse de la commande publique (pour des marchés de travaux), en volume (-6,3% de marchés publiés sur un an) mais progresse en valeur (+13,3% du montant attribué).





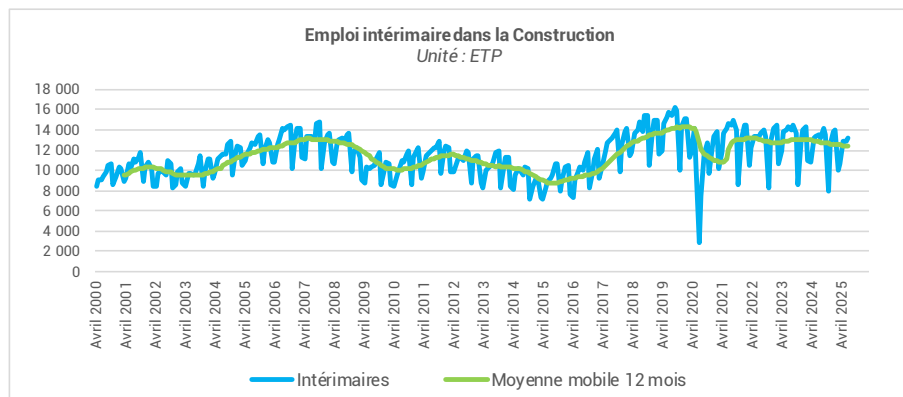
Emploi salarié et intérimaire

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	1 ^{er} trimestre 2025 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	118 165 sal.	-2,4%	▼



Alors que le nombre de postes salariés dans la construction a progressé à un rythme régulier depuis fin 2015, même lors de la crise Covid, l'emploi salarié s'est stabilisé en 2022 et décroît même légèrement depuis l'été 2023. Cette légère décroissance se poursuit, à fin mars 2025, le nombre de postes salariés dans le secteur Construction régional a chuté de -2,4% comparé à son volume de l'année précédente.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Avril 2025 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Avril 2025	13 248 ETP	-2,3%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Avril 2025	13 015 ETP	-2,5%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Avril 2025	12 424 ETP	-3,3%	▼



À fin avril 2025, l'emploi intérimaire, considéré comme la variable d'ajustement de la main-d'œuvre pour faire face aux variations d'activité, continue de chuter ; il est moins sollicité par les entreprises de la construction de la région : le nombre moyen d'intérimaires (en ETP) comptabilisé recule de -3,3% par rapport à avril 2024, en cumul 12 mois. Cela représente 12 424 ETP.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

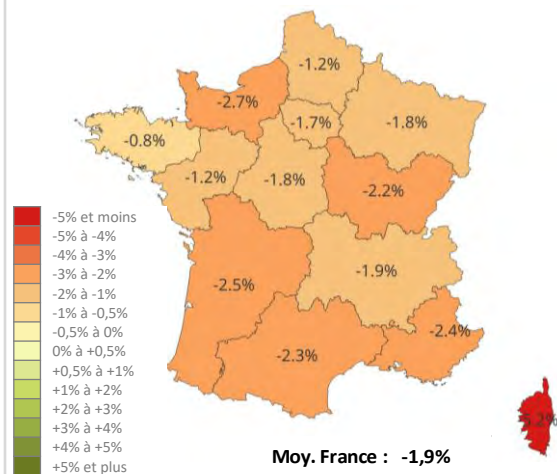
-2,4%



EN 1 AN
SALARIÉS CONSTRUCTION
À FIN 1^{ER} TRIM. 2025

118 165 sal.

Postes salariés dans la Construction à fin mars 2025 –
Évolution par rapport à un an plus tôt



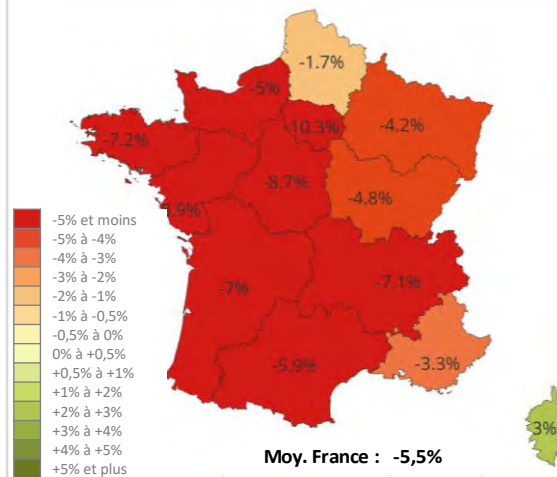
-2,5%



EN 1 AN
INTÉRIMAIRES CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN AVRIL 2025

13 015 ETP

Intérimaires dans la Construction (moyenne 12 mois à fin avril 2025) – Évolution par rapport à un an plus tôt



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés

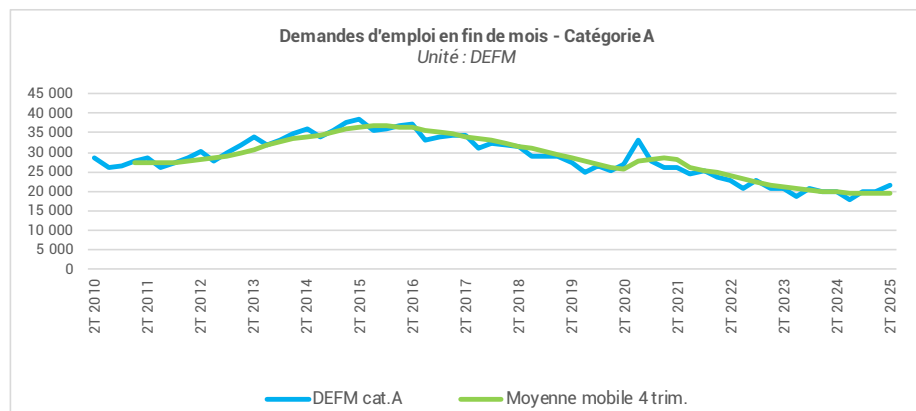
Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)





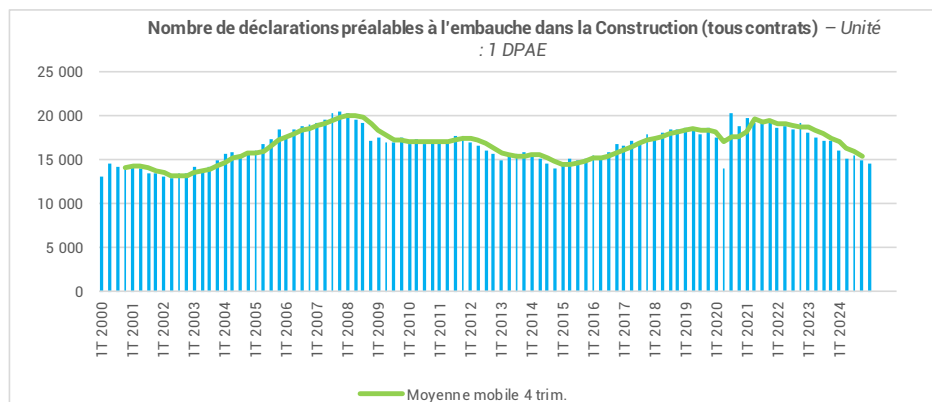
Demande d'emploi et embauches

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an		
DEFM Construction	18 456 DEFM	+4,7%	▲
DEFM tous secteurs économiques	247 425 DEFM	+5,1%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	0,0 pt	=



Après des années de baisse continue (depuis la crise covid) et une stabilisation récente, le nombre de demandeurs d'emploi en Catégorie A (c'est-à-dire les personnes sans activité et tenues de chercher un emploi) dans le secteur Construction repart fortement à la hausse ce 2^{ème} trimestre 2025 : +4,7%. Après des années de résilience, la crise commence à s'observer sur le marché de l'emploi.

Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction	Cumul 12 mois au T1 2024 - Evol 1 an		
Nombre total de DPAE	60 340 DPAE	-11,4%	▼
dont CDD courte durée (moins d'un mois)	6 450 DPAE	-6,9%	▼
dont CDD longue durée (plus d'un mois)	22 030 DPAE	-13,1%	▼
dont CDI	31 850 DPAE	-11,0%	▼



Après des recrutements plutôt dynamiques en 2021 et 2022, les intentions d'embauche marquent le pas dans la Construction : en 2024, les déclarations préalables à l'embauche enregistrées par l'URSSAF reculent en effet de -11,5% sur un an, en cumul 12 mois à fin mars 2024 dans la région. Tous les contrats sont concernés par cette baisse des intentions d'embauche, signe d'une activité qui s'essouffle, freinant les recrutements et les créations de postes.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

+4,7%

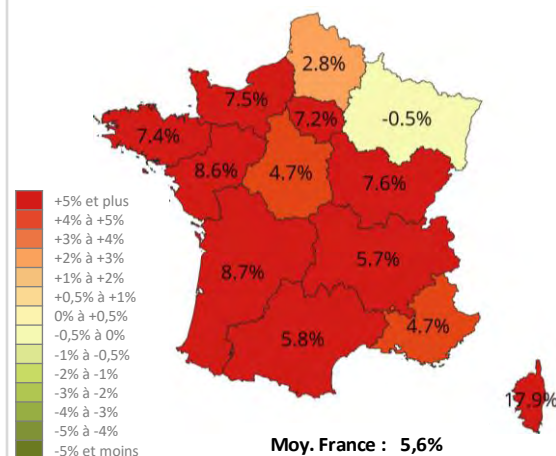


EN 1 AN

**DEMANDEURS D'EMPLOI
CONSTRUCTION**
À FIN 2E TRIM. 2025

18 456 DEFM

Demandeurs d'emploi dans la Construction à fin juin 2025
Évolution par rapport à un an plus tôt



-11,4%



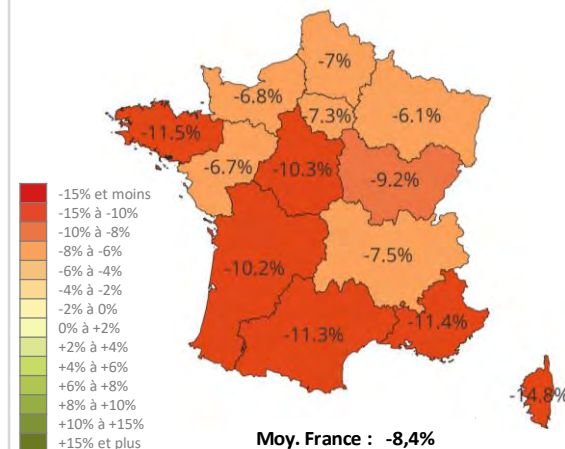
EN 1 AN

**DÉCLARATIONS PRÉALABLES À
L'EMBAUCHE DANS LA
CONSTRUCTION**

CUMUL 12 MOIS À FIN MARS 2024

60 340 DPAE

Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction sur
12 mois glissants à fin mars 2024 – Évolution par rapport aux
12 mois précédents



Sources :

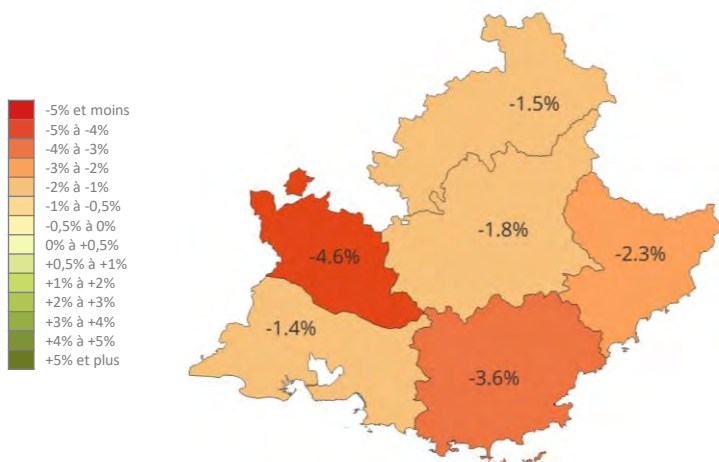
DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAE : URSSAF (données cvs)

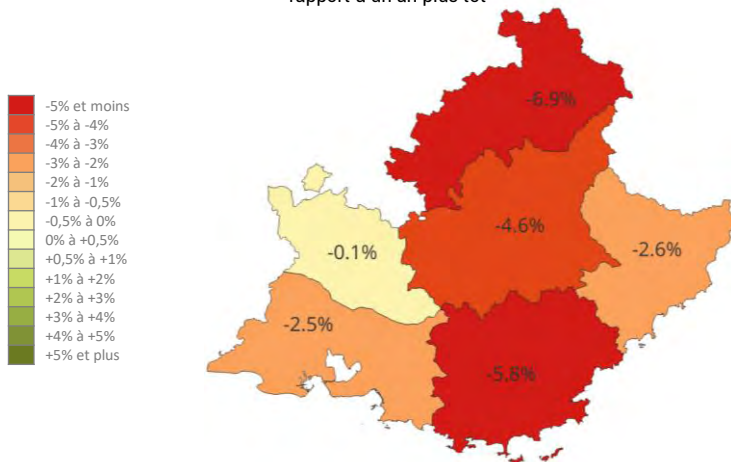


Emploi salarié et intérimaire, demande d'emploi et embauches

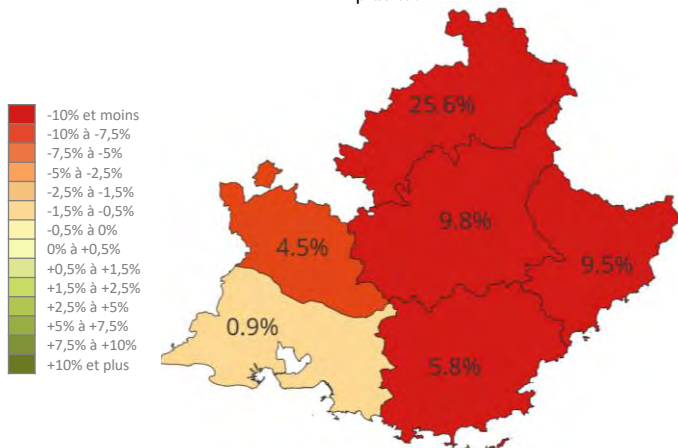
Postes salariés dans la Construction à fin mars 2025 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Intérimaires dans la Construction (moyenne 12 mois à fin avril 2025) – Évolution par rapport à un an plus tôt



Demandeurs d'emploi dans la Construction à fin juin 2025 – Évolution par rapport à un an plus tôt



En ce début d'année 2025 (à fin mars), l'emploi salarié ralentit : -1,8% dans les **Alpes-de-Haute-Provence**, de même l'emploi intérimaire chute de -4,6%. Le nombre de demandeurs d'emploi repart à la hausse : +9,8%, même si les intentions d'embauches affichent un reflux (-6,9% à fin mars 2025).

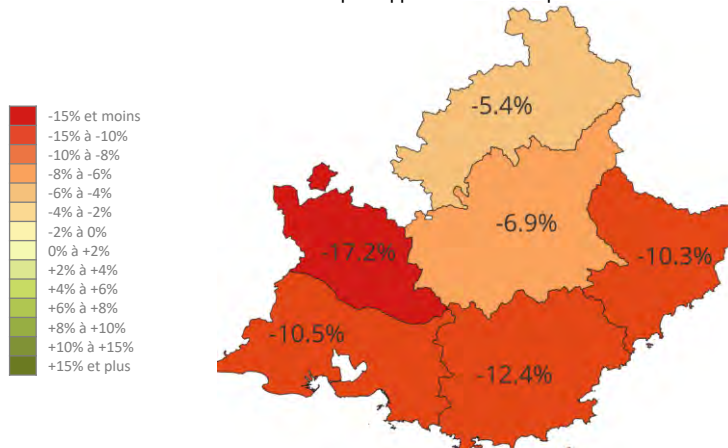
Le département des **Hautes-Alpes** suit la même tendance, à fin mars 2025, on observe une baisse de l'emploi-salarié de -1,5%, l'emploi intérimaire chute de -6,9% à fin avril. Alors que le nombre de demandeurs d'emploi progresse de +25,6% sur un an, la plus haute de la région. Les intentions d'embauches sont parmi les plus résilientes de la région (-5,4% à fin mars 2025).

À fin mars 2025, cumul 12 mois, le département des **Bouches-du-Rhône**, enregistre une baisse à la fois de l'emploi-salarié (-1,4%), de l'emploi intérimaire (-2,5% à fin avril) et des embauches (-10,5% à fin mars 2025), tandis que le nombre de demandeurs observe un maintien (+0,9% à fin mars 2025).

La tendance des indicateurs sont similaires dans les départements du **Var** et des **Alpes-Maritimes**, avec des reculs respectifs de l'emploi salarié de -3,6% et -2,3% à fin mars 2025 (par rapport à un an à fin mars 2025). À ces indicateurs se conjugue un recul de l'emploi intérimaire (respectivement -5,8% et -2,5% à fin avril 2025) et une hausse du nombre de demandeurs d'emploi (respectivement +5,8% et +9,5% à fin mars 2025).

À fin mars 2025 le **Vaucluse**, enregistre des baisses : l'emploi-salarié chute de -4,6%, l'emploi intérimaire se maintient à -0,1% à fin avril 2025. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi atteint +4,5%. Les intentions d'embauches chutent le plus fortement dans la région, de -17,2% (à fin mars 2025).

Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction sur 12 mois glissants à fin mars 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAE : URSSAF (données cvs)

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.





Créations d'entreprises

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	2e trim. 2025 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	2 576 créations	-2,7%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	986 créations	+2,1%	▲
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	10 506 créations	-7,4%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	3 812 créations	-6,5%	▼

-7,4%

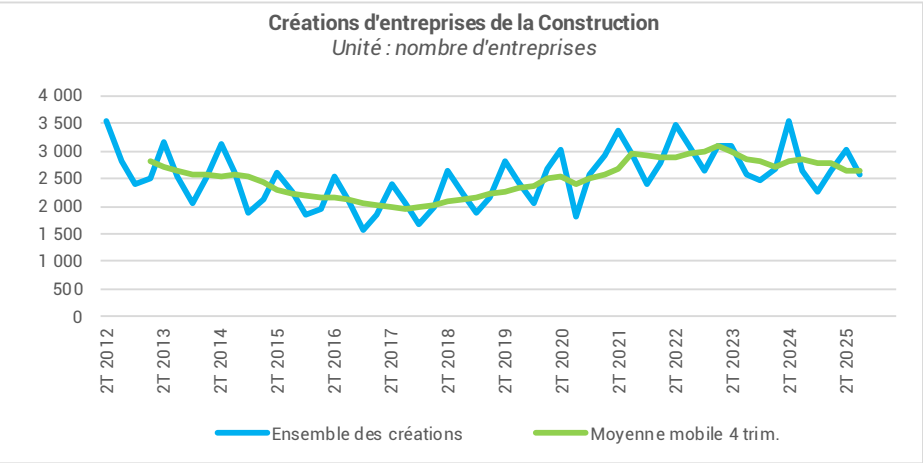


EN 1 AN

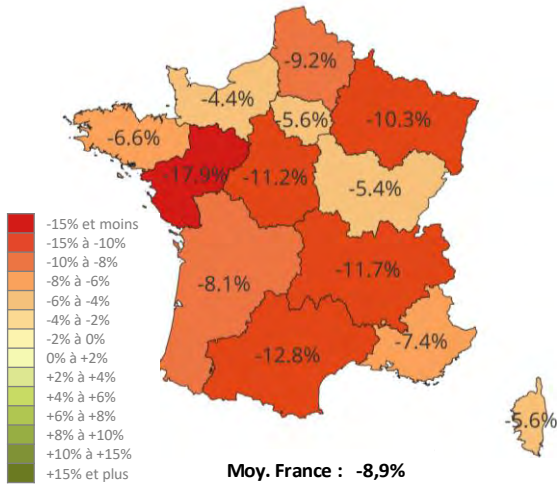
**ENTREPRISES DE LA
CONSTRUCTION CRÉÉES**

CUMUL 12 MOIS À FIN JUIN 2024 2025

10 506 créations



Créations d'entreprises de la Construction sur douze mois glissants à fin juin 2025 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Après plusieurs années de trajectoires favorables à la création d'entreprises, la tendance s'est inversée, les six premiers mois de l'année 2025 n'est pas très encourageant, avec 10 500 créations d'entreprises en cumul 12 mois à fin juin, on est en dessous du volume observé au cours des 12 mois précédents, de -7,4%.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source :
INSEE (données brutes)

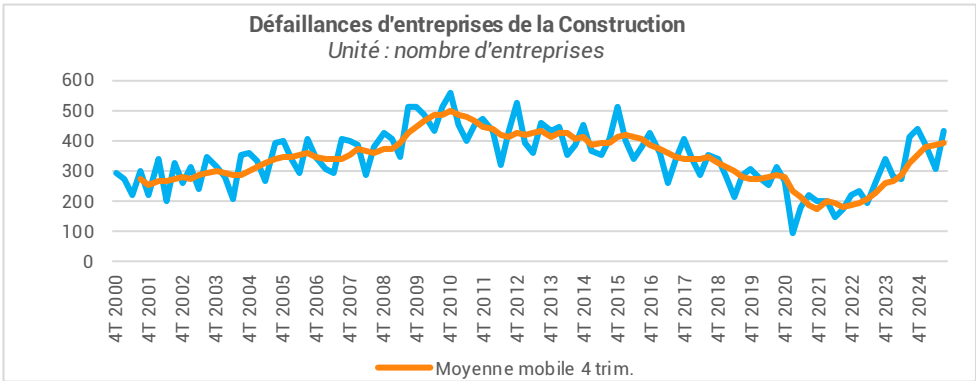




Défaillances d'entreprises

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4e trim. 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	431 défaillances	+3,4%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 563 défaillances	+19,1%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	1 148 salariés	-11,7%	▼
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	4 019 salariés	+1,6%	▲

+19,1% ▲
EN 1 AN
DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES DE LA CONSTRUCTION
CUMUL 12 MOIS À FIN DÉC. 2024
1 563 défaillances

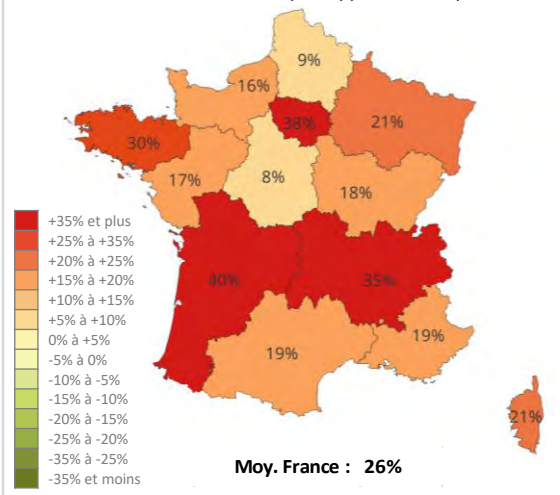


Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombremments couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

Après être tombées à un niveau historiquement bas en 2020 et 2021, les défaillances d'entreprises de la Construction sont logiquement remontées en 2022. Mais si la hausse avait jusque là été plutôt contenue, les procédures se sont nettement accélérées en 2023 et se sont poursuivies sur le même rythme en 2024. En 2024, la Banque de France a ainsi recensé plus de 1 560 dossiers d'entreprises de la construction défaillantes dans la région, en hausse de +19,1% comparé à l'année 2023.

Les défaillances augmentent donc nettement en 2024 et s'approchent progressivement des niveaux enregistrés entre 2008 et 2015, précédente crise économique mondiale. De plus, ces défaillances actuelles touchent un nombre de salariés plus important qu'avant : les 1 563 entreprises de la construction défaillantes mettent ainsi en difficulté près de 4 019 salariés, un volume en hausse de +1,6% en un an et qui se rapproche des niveaux atteints entre 2010 et 2015.

Entreprises de la Construction défaillantes sur 12 mois glissants à fin déc. 2024 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source :
Banque de France (données brutes)



PRINCIPALES TENDANCES DÉPARTEMENTALES SUR UN AN*

Alpes-de-Haute-Provence

		Evol N-1	
Autorisations logements	1 230 logts	+34,0%	▲
Mises en chantier logements	730 logts	-11,6%	▼
Mise en ventes de logements	120 logts	-50,2%	▼
Réservations de logements	70 logts	-3,9%	▼
Autorisations locaux	87 mill. m²	+19,3%	▲
Mises en chantier locaux	37 mill. m²	-15,8%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-12,5%	▼
Activité cumulée Travaux Publics		-12,5%	▼
BPE	133 670 m3	+5,1%	▲
Nombre Appels Offre publiés	290 AO	+5,1%	▲
Montant Appels Offre publiés	360 M€	+9,3%	▲
Salariés	3 344 sal.	-1,8%	▼
Intérimaires	384 ETP	-9,3%	▼
Dem. d'emplois	607 DEFM	+9,8%	▲

Alpes-Maritimes

		Evol N-1	
Autorisations logements	3 710 logts	-35,4%	▼
Mises en chantier logements	4 720 logts	+34,5%	▲
Mise en ventes de logements	1 390 logts	+15,7%	▲
Réservations de logements	1 560 logts	-7,7%	▼
Autorisations locaux	356 mill. m²	+60,6%	▲
Mises en chantier locaux	110 mill. m²	+6,4%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		-0,5%	►
Activité cumulée Travaux Publics		-0,5%	►
BPE	613 110 m3	-12,0%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 010 AO	+9,1%	▲
Montant Appels Offre publiés	1940 M€	+9,2%	▲
Salariés	24 393 sal.	-2,3%	▼
Intérimaires	2 445 ETP	+0,9%	►
Dem. d'emplois	3 971 DEFM	+9,5%	▲

Var

		Evol N-1	
Autorisations logements	5 800 logts	-18,1%	▼
Mises en chantier logements	4 850 logts	-4,0%	▼
Mise en ventes de logements	1 110 logts	-38,7%	▼
Réservations de logements	1 210 logts	-22,7%	▼
Autorisations locaux	361 mill. m²	-6,4%	▼
Mises en chantier locaux	214 mill. m²	+13,1%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+1,1%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+1,1%	▲
BPE	710 830 m3	-5,5%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 020 AO	+1,6%	▲
Montant Appels Offre publiés	1350 M€	-15,7%	▼
Salariés	22 653 sal.	-3,6%	▼
Intérimaires	2 447 ETP	-4,0%	▼
Dem. d'emplois	3 345 DEFM	+5,8%	▲

Hautes-Alpes

		Evol N-1	
Autorisations logements	1 360 logts	+37,9%	▲
Mises en chantier logements	1 080 logts	+14,2%	▲
Mise en ventes de logements	390 logts	+83,6%	▲
Réservations de logements	300 logts	+7,1%	▲
Autorisations locaux	66 mill. m²	+1,6%	▲
Mises en chantier locaux	61 mill. m²	-3,6%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+1,6%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+1,6%	▲
BPE	93 620 m3	-17,3%	▼
Nombre Appels Offre publiés	330 AO	-7,4%	▼
Montant Appels Offre publiés	370 M€	-12,1%	▼
Salariés	3 935 sal.	-1,5%	▼
Intérimaires	678 ETP	-3,7%	▼
Dem. d'emplois	387 DEFM	+25,6%	▲

Bouches-du-Rhône

		Evol N-1	
Autorisations logements	11 350 logts	+31,2%	▲
Mises en chantier logements	7 910 logts	+6,3%	▲
Mise en ventes de logements	1 900 logts	-4,9%	▼
Réservations de logements	2 030 logts	-14,4%	▼
Autorisations locaux	1 270 mill. m²	+48,4%	▲
Mises en chantier locaux	577 mill. m²	+6,5%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		-0,3%	►
Activité cumulée Travaux Publics		-0,3%	►
BPE	1 008 520 m3	-7,7%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 440 AO	-8,3%	▼
Montant Appels Offre publiés	2320 M€	-10,4%	▼
Salariés	50 930 sal.	-1,4%	▼
Intérimaires	5 834 ETP	-3,9%	▼
Dem. d'emplois	8 036 DEFM	+0,9%	►

Vaucluse

		Evol N-1	
Autorisations logements	2 640 logts	+8,9%	▲
Mises en chantier logements	2 000 logts	-27,2%	▼
Mise en ventes de logements	260 logts	-12,3%	▼
Réservations de logements	350 logts	-19,8%	▼
Autorisations locaux	294 mill. m²	-45,1%	▼
Mises en chantier locaux	177 mill. m²	-24,4%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-0,3%	►
Activité cumulée Travaux Publics		-0,3%	►
BPE	365 180 m3	-0,6%	►
Nombre Appels Offre publiés	520 AO	-6,3%	▼
Montant Appels Offre publiés	740 M€	+13,3%	▲
Salariés	12 910 sal.	-4,6%	▼
Intérimaires	1 228 ETP	+3,7%	▲
Dem. d'emplois	2 110 DEFM	+4,5%	▲

Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

-SDES, Sit@del2 (logements en date réelle estimée et locaux en date de prise en compte)
-SDES, ECLN (données brutes)

-Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation
-FNTP/INSEE
-Enquête FRTP/CERC
-UNICEM (données brutes)

-VecteurPlus
-ACOSS-URSSAF (données cvs)
-DARES (données brutes)
-INSEE (données brutes)
-Banque de France (données brutes)

* Evolution sur 1 an par rapport à la même période N-1

Avec le concours des Membres de la CERC



Avec le concours des Membres du GIE Réseau des CERC



CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur
Tél. : 04-88-22-66-50
Mail : cerc.paca@gmail.com
www.cerc-paca.fr